

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 02 Août 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°177 ■

IL ACCOMPAGNE
LE MINISTRE
DE L'ÉNERGIE

**Le Pdg
de Sonatrach
au Zimbabwe**

P 2

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS-HYDROCARBURES

L'Algérie renforce sa stratégie

*Le Premier ministre a procédé à l'installation
du Conseil national consultatif pour la promotion des
exportations. Un organe qui accompagne les efforts de l'Etat
pour encourager et sensibiliser les opérateurs économiques à
s'orienter davantage vers l'exportation et l'accès
aux marchés étrangers.*

P 3



SONELGAZ

**SAIEG affiche
ses ambitions
à l'international**

La Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe Sonelgaz, veut renforcer ses exportations durant les trois années à venir. Selon son PDG, Youcef Defdaf, la société table sur la réalisation de 15% de son chiffre d'affaires à l'international d'ici 2026.

P 2

IMPORTATION D'ARTICLES
SCOLAIRES

**88,6 millions
de dollars alloués**

Les préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, en matière de fournitures vont bon train. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni s'est réuni, ce mardi à Alger, avec les importateurs et producteurs nationaux d'articles scolaires.

P 5

RAPPORT DU CMO

**La demande mondiale
d'or en baisse**

De moindres achats des banques centrales et des investisseurs ont fait baisser de 2% la demande mondiale de métal jaune au deuxième trimestre. Sur l'ensemble du premier semestre, la baisse s'affiche à 6%, indique le Conseil mondial de l'or.

P 4

POUR UN MONTANT DE 1.694
MILLIARDS DE DA

**2 984 projets d'investissement
enregistrés à l'AAP**

P 3

INCENDIES DE FORÊT

**Début « immédiat »
de l'indemnisation
des victimes**

P 5

ZONE EURO

**Le taux de chômage
se maintient à 6,4%, son plus
bas historique**

P 11

IL ACCOMPAGNE LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE

Le Pdg de Sonatrach au Zimbabwe

Le PDG du Groupe pétro-gazier Sonatrach, Toufik Hakkar, accompagne le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, dans sa visite de travail de trois jours au Zimbabwe, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale dans les différents domaines du secteur, a indiqué le groupe Sonatrach dans un communiqué. Rappelons que le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, est à la tête d'une importante délégation du secteur, comprenant, outre, le PDG de Sonatrach, les PDG de Sonelgaz, Sonarem et Naftal, ainsi que des responsables du secteur et du ministère de l'Energie et des Mines. Cette visite s'inscrit « dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Algérie et la République du Zimbabwe dans les domaines de l'énergie et des mines, notamment dans les hydrocarbures, les produits pétroliers et l'électricité ainsi que dans divers domaines d'intérêt commun », précise le communiqué.

Le ministre aura, au cours de cette visite, des séances de travail avec ses homologues, le ministre de l'Energie, le ministre des Mines et du Développement minier, ainsi que des rencontres avec d'autres responsables zimbabwéens, selon la même source.

BMS

La canicule continuera d'affecter le Sud du pays jusqu'à jeudi

La vague de chaleur continuera d'affecter plusieurs wilayas du sud du pays jusqu'à jeudi, avec des températures pouvant atteindre 50 degrés, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis, mardi, par l'Office national de la météorologie (ONM).

Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera les wilayas de Bordj, Badji Mokhtar, Adrar, Timimoun, In Salah, Tindouf, et Beni Abbes, avec des températures maximales oscillant entre 48 et 49 degrés, pouvant atteindre localement 50 degrés, alors que les températures minimales seront entre 34 et 39 degrés, précise la même source.

SONELGAZ

SAIEG affiche ses ambitions à l'international

La Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe Sonelgaz, veut renforcer ses exportations durant les trois années à venir. Selon son PDG, Youcef Defdaf, la société table sur la réalisation de 15% de son chiffre d'affaires à l'international d'ici 2026.

Par Slimane T.

L'intervenant a précisé qu'en 2022, « nous avons clôturé l'exercice avec un taux de 2% de notre chiffre d'affaires réalisé à l'international. Nous envisageons augmenter cette part de 1 point de pourcentage cette année avant d'atteindre 15% d'ici 2025-2026 ». Dans une interview à la revue spécialisée « Indjazat », il a souligné que beaucoup de demandes, provenant de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique, sont en cours d'examen. Le PDG a mis en exergue certains projets qui vont contribuer à la hausse des exportations de la société, notamment celui de la fabrication des compteurs et

le projet de maintenance et de fabrication de la pièce de rechange. En plus de l'exportation, « nous avons un programme dédié à la réduction des importations de services, dont la réparation et maintenance qui sont assurées par une de nos unités », a-t-il ajouté. Créée en mai 2022 suite à un processus de fusion par absorption dans le cadre de la structuration du groupe Sonelgaz, la SAIEG regroupe aujourd'hui trois ex-sociétés du groupe : Rouiba éclairage, spécialisé dans la fabrication de matériel d'éclairage public, de transport d'électricité et la charpente métallique, AMC qui est l'unité de fabrication des compteurs d'électricité et de gaz et des volucompteurs pour la distribu-

tion de carburants, ainsi que MEI spécialisée dans la fabrication et la maintenance des équipements industriels. Depuis peu elle a rajouté à ses activités le volet fabrication de la pièce de rechange. Concernant ses résultats financiers, SAIEG a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 17 milliards DA à l'issue de l'exercice 2022, a indiqué son PDG, précisant que l'objectif de l'actuel exercice « est de réaliser un bond de 26% en matière de chiffre d'affaires et ce, grâce à l'entrée en production de la fonderie de l'Unité maintenance et fabrication de la pièce de rechange ». S'agissant de la fabrication des compteurs intelligents, M. Defdaf a indiqué qu'il a été déjà fabriqué au niveau de deux sites

pilotes, notant que « SAIEG attend actuellement la validation du client final qui est la Sonelgaz-Distribution (ex-SAIEG) pour entamer la fabrication à grande échelle » de ce type de compteur. Interrogé sur le taux d'intégration des produits de SAIEG, le même responsable a assuré que ce taux varie selon les produits. En moyenne, il se situe autour de 90% au niveau de Rouiba Éclairage, de 55% au niveau d'AMC, de 50 à 60% pour la fabrication de la pièce de rechange. « Nous nous sommes fixé l'objectif d'algérieniser l'ensemble de nos produits à très court terme, soit dans un délai de cinq années, et d'aller bien au-delà de 85% en matière de taux d'intégration », a-t-il fait savoir.

CNEP-BANQUE

Lancement officiel de « CNEP-Market »

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) lancera demain mardi, une plateforme numérique de vente de logements réalisés dans le cadre de la promotion immobilière directe, a indiqué lundi un communiqué de cette banque publique. Baptisée « Cnep Market », cette nouvelle solution qui « marque une étape majeure dans le secteur immobilier », offre aux clients un accès facile à une gamme diversifiée de logements et de locaux, directement auprès de la Banque, selon la même source. Les logements disponibles sont proposés sur la plateforme (disponible dans les trois langues : arabe, français et anglais), sous deux formules : la première est destinée aux clients épargnants et la seconde est ouverte au grand public sous la forme de vente libre.

Ainsi, les clients intéressés pourront sur « Cnep Market » réserver en ligne le bien souhaité et poursuivre le processus d'acquisition au niveau de l'agence Cnep-Banque la plus proche.

A travers cette opération, « Cnep-Banque met à la disposition de sa clientèle une opportunité unique de simplifier leur processus d'achat de logements à travers un moyen moderne, disponible et sécurisé », est-il souligné.

« Cette démarche confirme l'engagement de la Banque dans l'innovation de solutions pratiques pour répondre aux besoins de ses clients et du citoyen en général et ce, conformément aux orientations des pouvoirs publics en la matière », ajoute la banque dans son communiqué.

IL AURA LIEU DU 1ER AU 4 NOVEMBRE À ALGER

Salon international des dattes

Le Salon international des dattes aura lieu du 1er au 4 novembre à Alger. Organisé par la Chambre nationale de l'Agriculture, le Salon vise à faire connaître et promouvoir le produit national et la filière dattes, a indiqué, ce lundi, un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cet événement économique est à même de « constituer un appui important à cette filière, mais aussi permettre de se positionner sur les marchés internationaux, outre le renforcement du partena-

riat et de la coopération en vue d'augmenter le volume des exportations dans ce domaine », a précisé le ministère qui supervise la manifestation économique. L'objectif est de promouvoir les dattes algériennes, notamment « Deglet Nour », mais également à offrir des opportunités d'investissement à travers des rencontres entre les intervenants dans cette filière, ajoute la même source. A travers ce rendez-vous économique, la Chambre nationale d'Agriculture compte valoriser la Datté comme produit source de revenus supplémentaires

en devises et diversifier les exportations.

L'Algérie occupe une place très importante parmi les pays producteurs et exportateurs de dattes dans le monde. Elle dispose de plus de 800 variétés de dattes. L'Algérie a occupé la première place en termes de qualité, notamment grâce à « Deglet Nour » de qualité supérieure et mondiale, a conclu le communiqué.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS-HYDROCARBURES

L'Algérie renforce sa stratégie

Le Premier ministre, a procédé à l'installation du Conseil national consultatif pour la promotion des exportations. Un organe qui accompagne les efforts de l'Etat pour encourager et sensibiliser les opérateurs économiques à s'orienter davantage vers l'exportation et l'accès aux marchés étrangers.

Par Reda Hadi

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence de plusieurs membres du Gouvernement et du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE). Le gouvernement ne cache pas ses ambitions de placer haut le produit algérien. Pour les pouvoirs publics, il ne s'agit pas que de placer des produits algériens sur ces marchés mais également «booster» la compétitivité des produits de biens et services algériens sur le marché international.

Dans cette vision, il est question d'une stratégie du renforcement des exportations de tous les produits algériens en mettant en place différents dispositifs d'encouragement qui pourront accélérer la course vers les exportations hors hydrocarbures.

Dans son allocution lors de cette installation, le Premier ministre a affirmé que cet organe consultatif constituait «un mécanisme institutionnel de haut niveau», qui représente une «station charnière, reflétant la cadence effrénée que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a voulu donner aux efforts déployés à même de relever le défi de la promotion des exportations hors hydrocarbures, l'un des grands chantiers de la profonde réforme de l'économie nationale, qu'il s'est engagé à réaliser dans son programme».

Pour lui, ces efforts ont permis d'enregistrer, ces trois dernières années, des résultats «brillants» en termes de valeur des exportations hors hydrocarbures, en dépit de la crise sanitaire mondiale qui a largement perturbé l'activité économique mondiale et créé d'importantes perturbations dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement ainsi que sur les marchés mondiaux, notamment sur les marchés des matières premières de large consommation.

Ces exploits économiques sont accompagnés par le retour en force de l'Algérie sur la scène diplomatique, des exploits qui s'inscrivent dans le cadre de la démarche de l'Algérie visant à reprendre la place qui lui sied dans le concert des nations, sa place naturelle parmi les grands pays, grâce à son emplacement stratégique comme portail reliant l'Europe à l'Afrique, et à ses ressources naturelles et richesses humaines importantes, a-t-il

affirmé. L'exportation est le point nodal de la politique économique de l'Algérie. Pour preuve, lors de la première édition de la «médaille d'honneur de l'exportation» 14 entreprises algériennes ont placé très haut la barre de leurs ambitions en termes d'exportations d'ici à 2029 après avoir réalisé des résultats positifs dans des opérations d'exportations durant la période allant de 2020 à 2022. Ainsi, le savoir-faire et l'ambition des entreprises algériennes qui ont atteint une bonne maturité dans la fabrication des produits «made in Algeria» ambitionnent d'accroître leurs exportations avec des centaines de millions de dollars d'ici vers 2029 dans divers secteurs, matériaux de constructions, appareils électroniques, électroménagers et pneumatiques, mines de phosphate, le verre flotté, les équipements médicaux et hospitaliers, le cuir, l'huile d'olive, et les dattes qui sont exportés à travers plusieurs pays étrangers.

Ainsi l'installation du Conseil national consultatif pour la promotion des exportations permettra également la concrétisation du processus de réforme et de modernisation de la finance publique et un espace de réflexion et d'échange de vues pour atteindre les objectifs de développement économique et accroître l'efficacité fiscale qui vise à renforcer le système fiscal et à améliorer la gestion de la fiscalité. Passant en revue les missions confiées à cet organe consultatif, le Premier ministre a précisé qu'il était chargé principalement de la détermination et de l'évaluation de la stratégie nationale en matière d'exportation, ainsi que la supervision de sa concrétisation.

Concernant les mesures adoptées visant la mise en œuvre d'une politique commerciale adaptée à l'économie mondiale, M. Benabderrahmane a souligné l'importance d'adhérer aux zones de libre échange continentales et régionales, ainsi que celles avec les pays voisins, avec l'adoption d'une approche «basée sur l'anticipation, qui sert les intérêts économiques du pays, et garantit la création de nouveaux marchés pour le produit national», qui aura pour effet le renforcement des capacités en matière de transport et de logistique, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et maritimes, permettant ainsi la réhabilitation et la réforme de la gestion des ports, des aéroports, ainsi que des entre-

prises nationales de transport aérien et maritime avec l'amélioration de leurs capacités.

Le Premier ministre a, en outre, affirmé que le Gouvernement travaillait d'arrache-pied pour la finalisation du dossier concernant l'ouverture de succursales de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur «ALGEX» au niveau de plusieurs pays africains, dans le but de «promouvoir et de faire connaître le produit national, et ce, en application des directives du président de la République».

Le CNCPE a pour mission de «contribuer à définir les objectifs et la stratégie de développement des exportations et de proposer toute mesure de nature institutionnelle, législative ou réglementaire pour faciliter le développement des exportations hors hydrocarbures».

CONSEIL DU RENOUVEAU ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN

«Le CNCPE, un nouvel acte fort»

Le Conseil du nouveau économique algérien (CREA) s'est réjoui, mardi dans un communiqué, de l'installation du Conseil national consultatif de promotion des exportations (CNCPE), estimant qu'il s'agit d'un «nouvel acte fort» qui contribue à renforcer la relation de confiance entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques.

Pour le CREA, ce Conseil installé lundi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, est «un nouvel acte fort» qui contribue à renforcer la relation de confiance entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques et à établir un environnement «adapté» pour faire progresser les exportations hors hydrocarbures. Soulignant qu'il est membre de ce Conseil, le CREA a affirmé «la volonté des opérateurs économiques algériens à conquérir les marchés extérieurs».

Il soutient, dans ce sens, que «le dialogue permanent entre l'ensemble des acteurs permettra à notre pays de devenir une réelle puissance exportatrice hors hydrocarbures», souligne le communiqué.

Le CREA a rappelé que l'installation de ce Conseil fait partie des 30 recommandations, issues du Forum pour l'Export, qu'il a organisé en octobre dernier, sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

5^E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-TANZANIE

Hisser les relations

bilatérales à leur plus haut niveau

Les travaux de la 5e session de la Commission mixte de la coopération algéro-tanzanienne ont débuté, ce mardi au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), sous la présidence conjointe du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la République unie de Tanzanie, Mme Stergomena Tax.

Dans son allocution d'ouverture, M. Attaf s'est dit convaincu que l'engagement commun entre le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue tanzanienne, Samia Suluhu Hassan et les étapes importantes et constantes franchies par les deux pays sous leur conduite en matière de réformes politiques et économiques, «constituent le garant principal, à même de conférer une nouvelle dynamique au processus de coopération entre l'Algérie et la Tanzanie et de lui donner un fort élan dans les domaines prioritaires pour notre action commune».

Le ministre des Affaires étrangères s'est félicité de la qualité des relations algéro-tanzanien dans leurs volets politique et diplomatique, et de leurs perspectives prometteuses dans les domaines économique et social qui exigent des deux parties davantage d'efforts pour une exploitation optimale des opportunités de coopération et d'intégration qu'offrent les économies des deux pays. Il a souligné que la qualité des relations entre les deux pays se traduit également par la convergence des positions concernant les questions du continent africain, et l'engagement commun des deux pays à «contribuer activement à la réalisation des objectifs de sécurité, du développement et de l'intégration en Afrique».

Il a en outre souligné que les défis croissants et l'aggravation des conflits dans le continent, récemment étendus à la République du Niger, pays frère et voisin et compliquant la situation précaire dans toute la région du Sahelo-saharienne, nécessitent davantage de concertation et de coordination pour renforcer les consensus stratégiques dans les positions de nos deux pays quant à la nécessité de cristalliser des solutions purement africaines aux problèmes africains, aussi difficiles, sensibles et complexes soient-ils».

M. Attaf a affirmé la poursuite de la coordination entre l'Algérie et la Tanzanie sur les développements enregistrés en Libye, au Mali et au Soudan, et sur les perspectives de mettre un terme aux souffrances du peuple sahraoui dans la dernière colonie africaine, sa luanant à cette occasion «l'engagement ferme de la République unie de Tanzanie à soutenir la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies et de l'Union africaine. Pour sa part, la ministre tanzanienne a salué les efforts consentis par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune en vue de hisser les relations bilatérales à leur plus haut niveau, exprimant la volonté de son pays de renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale. Sur le plan économique, la ministre tanzanienne a appelé les hommes d'affaires algériens à investir dans son pays, soulignant que ce dernier offre des incitations dans ce domaine.

R.E.

POUR UN MONTANT DE 1.694 MILLIARDS DE DA

2 984 projets d'investissement enregistrés à l'AAP

Le nombre de projets d'investissement enregistrés au 20 juillet en cours, s'élève à près de 3.000, d'un coût global de 1.694 milliards de dinars. Les chiffres ont été révélés lundi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation du Conseil national consultatif de promotion des exportations, le Premier ministre a précisé que le nombre de projets d'investissement enregistrés, répondant à toutes les conditions et incitations au 20 juillet 2023, a atteint 2.984 projets, dont 2.923 locaux et 21 projets avec des partenaires étrangers, à même de créer plus de 76.300 emplois. Des chiffres qui témoignaient, dira-t-il, de l'efficacité de l'approche adoptée pour réformer le système national dans le domaine de l'investissement et éliminer tous les obstacles et les déséquilibres à travers la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement le 24 juillet 2022 et tous ses textes d'application, avec l'installation immédiate de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et son entrée en activité.

Il a ajouté que «les prémices de la pertinence du travail de l'Agence se font déjà ressentir», notamment en matière de libération de l'investissement, d'accompagnement des investisseurs et d'attractivité des investissements étrangers, des réformes qui seront complétées par l'adoption des autres textes législatifs relatifs notamment au foncier industriel, à même de réguler le foncier et l'aménager pour la domiciliation des investissements, avec le renforcement de la protection légale du foncier, tous types confondus.

10.294 milliards DA de crédits octroyés

La concrétisation de ces réformes s'inscrit dans une approche globale pour mettre au point un nouveau modèle économique basé sur la diversification de la croissance et sur l'économie de la connaissance, qui englobe plusieurs thèmes à même d'améliorer le climat des affaires et de l'investissement.

Dans ce cadre, le Premier ministre a mis en avant une panoplie de procédures prises en matière de réformes bancaires et financières, notamment à travers la facilitation de

l'opération de financement de l'économie et la diversification des offres de financement, ainsi que la généralisation des moyens modernes de paiement, la création de banques spécialisées et la garantie du soutien et de l'accompagnement financier par les banques aux investisseurs et aux établissements créateurs de richesse et d'emplois.

A cet égard, il a révélé que le financement de l'économie nationale par les banques, notamment celles du secteur public, a atteint un taux «sans précédent», grâce aux «nouveaux mécanismes de financement appliqués par les banques, et grâce à la rapidité du traitement des dossiers de prêts».

Le total des crédits octroyés à l'économie nationale au 30 juin dernier, est estimé à environs 10.294 milliards de dinars, soit une hausse de 1,77 % par rapport à la même période de 2022, ce qui témoigne de la «dynamique économique et financière conséquente et croissante» que connaît le pays, a-t-il ajouté.

Par S.R.

ÉNERGIE

Nouvelle semaine de hausse pour le pétrole

Le pétrole poursuit son ascension. Nouvelle semaine de hausse pour le pétrole, la cinquième d'affilée. La Réserve Fédérale n'est pas étrangère à ce regain de confiance puisque les opérateurs espèrent secrètement que la fin du resserrement monétaire se rapproche. En parallèle, les excellentes statistiques économiques américaines démontrent une fois de plus la résilience de l'économie américaine, qui devrait échapper à la récession. C'est une variable importante pour apprécier l'évolution de la demande en pétrole et donc un facteur haussier supplémentaire pour les prix pétroliers. Enfin, la Chine a renouvelé ses promesses visant à stimuler son économie. Aucune annonce concrète n'a suivi ces déclarations, mais les financiers scrutent de près une potentielle relance made in China, puisque la Chine représente plus de la moitié de la croissance de la demande mondiale de pétrole. Au niveau des cours, le Brent de la Mer du Nord se négocie autour de 84 USD le baril, contre 80,70 USD pour son homologe américain, le WTI. Concernant les métaux, les prix des métaux ont globalement emprunté une trajectoire haussière la semaine dernière. Les variations restent toutefois assez faibles, signe que le marché n'accorde pas une si grande importance aux promesses chinoises sur son économie. La tonne de cuivre s'échange autour de 8600 USD au LME, contre 2480 USD pour le zinc. L'or en revanche a inscrit une semaine assez mitigée, coincée entre la baisse du dollar et la hausse des rendements obligataires. La relique barbare se négocie autour de 1955 USD. Pour les produits agricoles, la poussière retombe à Chicago, où le prix du blé a perdu un peu d'altitude à 700 cents le boisseau. Pourtant, la situation ne s'est pas améliorée en Ukraine, qui subit des frappes sur ses infrastructures portuaires, contraignant le pays à exporter ses céréales vers l'ouest, par voies terrestres et ferroviaires. En Europe, la Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de rendement de blé à 5,59 tonnes par hectare (contre 5,7 dans la précédente projection).

Synthèse R.I.

MADAR: ESAA

Signature d'une convention de partenariat pour l'octroi de bourses d'études

Le groupe public Madar Holding a signé, lundi à Alger, une convention de partenariat avec l'École supérieure algérienne des Affaires (ESAA), pour financer 10 bourses d'études au profit de bacheliers candidats à la formation dispensée par l'école, en consacrant cinq bourses aux candidats des wilayas du sud, indique le groupe dans un communiqué. En vertu de ce partenariat, Madar Holding s'engage à financer 10 bourses d'études, couvrant les frais d'une formation pour l'obtention d'une Licence en Sciences de gestion, d'une durée de trois ans, suivie d'un diplôme de Master, en consacrant cinq bourses aux bacheliers des wilayas du sud afin de leur offrir la chance d'accéder à la formation de qualité dispensée par l'ESAA, lit-on dans le communiqué. L'appui apporté par le Groupe public aux bacheliers ne se limite pas uniquement à la couverture des frais de la formation académique, mais concerne également "l'engagement" d'offrir aux bénéficiaires de ces bourses des possibilités d'emploi, après l'obtention du diplôme, a affirmé Madar Holding, indiquant que cette approche se veut "une motivation supplémentaire pour l'éclosion de jeunes talents locaux, créant ainsi un climat propice au développement socioéconomique dans la région". Ce partenariat "dénote l'engagement sociétal de Madar Holding au profit de la valorisation et de la promotion du savoir, de l'égalité des chances et de l'intégration". La convention de partenariat a été cosignée par le Président-directeur général du groupe Madar Holding, Charef-Edine Amara, et le Directeur général de l'ESAA, Karim Kiaried.

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

71% des nouveaux bacheliers orientés selon leurs trois premiers choix

Près de 71 % des nouveaux bacheliers ayant effectué leurs prés-inscriptions, ont été orientés selon leurs trois premiers choix, a indiqué, ce mardi à Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

Par R.E.

Dans une conférence de presse consacrée aux résultats de l'opération d'orientation des nouveaux bacheliers (session 2023), M. Baddari a annoncé l'ouverture de la plateforme d'orientation des nouveaux étudiants, précisant que le taux des inscrits ayant obtenu leur premier choix s'élève à 38,57%, tandis que 18,20% ont obtenu leur 2^e choix et 13,93% leur 3^e choix. Quant aux bacheliers non orientés, leur nombre s'élève à plus de 5.000, un chiffre qualifié de « minime » par le ministre, par rapport aux années passées, annonçant l'ouverture d'une plateforme pour l'introduction d'une nouvelle fiche de vœux, entre les 6 et 8 août. Le ministre a, d'autre part, indiqué que les moyennes élevées obtenues au Bac (session 2023), notamment avec mentions « excellent, très bien et bien », ont incité ses ser-

vices à revoir à la hausse le nombre des places pédagogiques, notamment dans les filières de médecine, les écoles supérieures et les spécialités à inscription nationale. Ces inscriptions, ajoute le ministre, ont vu une hausse du nombre des étudiants orientés dans le domaine des sciences et technologies, où le plus haut taux a été enregistré (53,04 %), ainsi qu'un taux de 35,54 % dans le domaine des sciences humaines et sociales et un taux de 11,87 % dans le domaine des sciences économiques, de gestion et des sciences commerciales. Quant à la répartition des nouveaux bacheliers selon les grands domaines de formation, les inscriptions en licence ont atteint un taux de 70,01 %, outre un taux de 7,55 % dans les sciences médicales. Quant à la formation de base (écoles supérieures), le taux des inscrits s'élève à 4,33 %, outre un taux de 2,60% d'inscrits dans les Ecoles normales supérieures (ENS) des enseignants. En ce qui concerne les spécialités à

inscription nationale, M. Baddari a précisé que les moyennes minimales exigées pour s'inscrire dans les écoles supérieures ainsi que dans les sciences médicales ont connu une hausse, la moyenne minimale exigée pour la filière de médecine étant cette année de 16,52 pour la filière des sciences expérimentales, et 17 pour la filière des mathématiques, tandis que la moyenne minimale fixée pour la filière de maths-techniques est de 17,34. Quant à la pharmacie, la moyenne minimale d'accès est de 15,94 pour la filière des sciences expérimentales, de 16,41 pour les mathématiques et de 16,75 pour le bac maths-techniques. La moyenne d'accès à l'école supérieure d'informatique est de 18,11, et 17,79 pour accéder à l'école supérieure de l'intelligence artificielle (Sidi Abdallah). Les nouvelles formations ont été également choisies par les étudiants. La tutelle a créé 14 nouveaux points au niveau de 14 cités

universitaire sous forme d'annexes, où 1 184 se sont inscrits à la formation à distance au niveau de 12 universités pilotes et 246 inscrits en double diplôme au niveau de 6 universités dans un premier temps. S'agissant de l'objectif de former 50000 ingénieurs dans les spécialités de l'informatique pendant 3 ans, le ministre a déclaré que 28 810 étudiants se sont inscrits pour la rentrée prochaine, contre 22106 étudiants lors de l'année précédente. Après avoir dévoilé les résultats de l'orientation des nouveaux bacheliers, les inscriptions définitives à distance se dérouleront du 5 au 10 août en cours. Les entretiens au niveau des écoles supérieures des enseignants sont prévus du 2 au 6 août. Concernant les œuvres universitaires, les inscriptions se dérouleront du 19 au 28 août. Les opérations d'inscription seront clôturées par les transferts prévus entre le 29 août et le 1er septembre.

RAPPORT DU CMO

La demande mondiale d'or en baisse

De moindres achats des banques centrales et des investisseurs ont fait baisser de 2% la demande mondiale de métal jaune au deuxième trimestre. Sur l'ensemble du premier semestre, la baisse s'affiche à 6%, indique le Conseil mondial de l'or. Après une année 2022 record, la demande mondiale de métal jaune a faibli au deuxième trimestre, pâtissant d'une baisse des achats de la banque centrale turque et d'un désamour des investisseurs professionnels, malgré son statut de valeur refuge qui lui vaut d'être recherché en période de crise. La demande d'or entre avril et juin s'est établie à 920,7 tonnes, en baisse de 2% en glissement annuel, d'après le rapport trimestriel du Conseil mondial de l'or (CMO) publié mardi. Pour le premier semestre de 2023, la demande d'or a fléchi d'environ 6% par rapport à 2022, atteignant 2.062 tonnes.

« La demande d'or des banques centrales s'est considérablement ralentie au deuxième trimestre », précise le CMO. Si un grand nombre d'entre elles a continué d'acheter, « l'ampleur des ventes de la Turquie a eu des conséquences importantes sur la demande mondiale, éclipsant les achats de ses homologues, explique à l'AFP Krishan Gopaul, analyste au sein de l'organisation. Les achats mondiaux d'or des banques centrales ont totalisé 102,9 tonnes entre avril et juin 2023, soit une chute de 35% par rapport à la même période en 2022.

Les investisseurs professionnels ont aussi légèrement délaissé les ETF au deuxième trimestre, ces titres financiers cotés indexés sur le cours du métal



jaune, reproduisant fidèlement le prix de l'or physique et permettant de parier sur son cours. Les ETF ont ainsi enregistré des sorties de capitaux équivalentes à 21,3 tonnes d'or d'avril à juin 2023. Au deuxième trimestre, le cours de l'or a légèrement baissé, les hausses de taux de la réserve fédérale américaine (Fed), notamment, profitant à la fois au dollar et au rendement des obligations d'Etat américaines, pesant par comparaison sur l'attractivité du métal précieux. La demande dans le secteur technologique — le métal jaune se retrouvant dans les composants de nombreux appareils électroniques comme les ordinateurs ou les téléphones mobiles — a également flanché au deuxième trimestre (-10%) pour atteindre 70,4 tonnes.

L'investissement dans l'or physique en hausse. L'investissement physique en pièces et lingots a quant à lui légèrement grimpé (+6%), totalisant 277,5 tonnes. Et dans le secteur de la bijouterie, la demande d'or a augmenté de 3% en glissement annuel, à 475,9 tonnes, portée par la demande chinoise, en hausse de 28% par rapport au deuxième trimestre 2022. Ce bond en Chine est en grande partie dû à un effet de comparaison par rapport au deuxième trimestre 2022, marqué par une demande particulièrement faible alors que les restrictions sanitaires pour lutter contre le Covid-19 étaient encore en vigueur.

Agence

IMPORTATION D'ARTICLES SCOLAIRES

88,6 millions de dollars alloués

Les préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, en matière de fournitures vont bon train. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni s'est réuni, ce mardi à Alger, avec les importateurs et producteurs nationaux d'articles scolaires.

Par Sirine R

Le but est de faire le point sur la situation du marché national. Indiquant que la production nationale ne couvre que moins de 10 % des besoins du marché, le ministre a fait savoir que des licences d'importation ont été octroyées pour 65 importateurs, pour un montant global de 88,6 millions de dollars.

Toutefois, le ministre a affiché la disponibilité de son département et du gouvernement pour l'augmentation de ce montant, en doublant et triplant s'il le faut. C'est un message clair de la part des pouvoirs pour l'approvisionnement du marché en quantité suffisante et répondre à une demande en pleine croissance. Mais, avant de passer à cette étape, le ministère enquêtera d'abord sur les licences d'importation déjà accordées. « Nous allons connaître est ce que ces licences ont été domiciliées ou pas encore. Certains opérateurs saisissent des situations de pénuries pour exploiter sa licence d'importation. Ceci est banni par la loi et nous le considérons comme étant de la spéculation », a-t-il mis en garde.

Dans ce cadre, le ministre a rappelé que la licence d'importation est limitée dans le temps et n'a qu'une validité de 30 jours. Dépassé ce délai, elle devient caduc. Ce dispositif a été mis en place afin de lutter contre le phénomène de la spéculation et importateurs « saisonniers ».

« Nous avons attribué des marchés pour 65 importateurs professionnels, activant dans le domaine de fourni-

tures scolaires tout au long de l'année. 73 dossiers d'importations ont été traités sur la plateforme dédiée d'une valeur de 32 millions de dollars », a-t-il ajouté. Sachant que, a-t-il enchaîné, « 20 à 30% des besoins sont disponibles en stock, reliquat des années précédentes ». Donc le marché sera bien approvisionné, et la prochaine rentrée scolaire sera calme.

Il faut rappeler, dans ce sens, que lors de la précédente rentrée, les prix de beaucoup d'articles scolaires ont connu une hausse importante. Certains avaient évoqué un « déséquilibre sur le marché » en raison de « restrictions sur les importations », alors que d'autres ont mis en cause la « spéculation ». Des foires et expositions seront organisées fin août courant, au nombre de 72, à travers les 58 wilayas du pays. Ces points de ventes seront comme étant un repère pour les prix qui seront adaptés et bien étudiés. D'ailleurs, la vente directe de fournitures scolaires par les grossistes barrera la route aux intermédiaires et spéculateurs. Ces derniers sont à l'origine de la flambée des prix de plusieurs produits.

Appel aux importateurs

Pour illustrer ses propos, le ministre a cité le cas des climatiseurs, dont leurs prix connaissent une flambée. M. Zitouni s'est interrogé sur les raisons de cette hausse en assurant que le marché mondial reste stable en plus de la baisse des prix du transport : « Les prix des climatiseurs au niveau des usines et du gros n'ont pas augmenté. La bourse mondiale reste stable et les coûts du transport sont en baisse. Mal-

gré cela, les prix des climatiseurs ont connu une hausse de 80% au niveau des détaillants... Malheureusement ce phénomène est expliqué par la cruauté si ce n'est pas un complot ! » a déclaré Zitouni. Les contrôleurs sont à pied d'œuvre et vont lutter contre cette hausse des prix non justifié.

Concernant, la production nationale des articles scolaires, le ministre a lancé un appel aux importateurs à la reconversion de leur activité, en investissant dans la production en locale de ces produits et matériaux.

Indiquant que la production de ce genre d'articles ne nécessitent pas de gros moyens, le ministre a annoncé que des mesures incitatives seront introduites dans la loi de finances 2024 pour faciliter en encourager l'investissement dans ce segment d'activité. Ainsi, des conventions seront signées avec des importateurs pour investir dans la production. « Nous avons un marché important. L'investissement dans ce créneau sera porteur », dira-t-il. Le potentiel en termes de sa croissance économique est important avec onze millions d'élèves, dont 450 000 nouveaux inscrits chaque année, en plus de 1,7 millions d'étudiants universitaires. « On travaille pour la mise en place dans la prochaine loi de finance d'avantages pour les opérateurs économiques qui veulent investir dans ce créneau », a-t-il ajouté. Il est à noter qu'actuellement l'Algérie ne possède que 59 producteurs nationaux spécialisés dans les fournitures scolaires.

LE MINISTRE DES FINANCES REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA CORÉE DU SUD

La coopération économique et financière évoquée

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu avant-hier lundi à Alger, l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cet entretien, tenu au niveau du siège du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et ses perspectives, notamment dans le secteur des finances, ainsi que les voies et moyens à même de la renforcer davantage, selon la même source.

A cet égard, les deux parties ont « salué le niveau atteint par cette collaboration, laquelle est appelée à être consolidée dans l'avenir au regard des potentialités économiques considérables des deux pays ».

Les deux parties ont également « exprimé leur satisfaction concernant la coopération en cours, en matière de modernisation des services des douanes », ajoute la même source. La présence des entreprises sud-coréennes en Algérie et leurs préoccupations ont été abordées lors de cette entrevue.

Tout en souhaitant une présence plus accrue, M. Faid a confirmé à son interlocuteur que « les instances concernées sont bien au fait des préoccupations de ces entreprises et que ces dernières sont déjà prises en

charge pour dégager les solutions idoines, conformément à la réglementation en vigueur », ajoute la même source.

Le ministre a saisi cette occasion pour faire part au diplomate coréen des différentes réformes engagées par le gouvernement algérien pour améliorer l'écosystème lié à l'investissement, tout en soulignant que le nouveau cadre régissant l'investissement offre des facilités et de garanties, permettant aux investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux, d'exercer leurs activités dans les meilleures conditions.

Pour sa part, M. Ki-Jun a tenu à signaler à l'occasion de cette rencontre, « son engagement à multiplier les actions en vue de tout mettre en œuvre, pour porter la coopération bilatérale à un niveau qui puisse exploiter pleinement le potentiel existant entre les deux pays et bâtir un partenariat de qualité mutuellement bénéfique », selon le communiqué du ministère.

INCENDIES DE FORÊTS

Début « immédiat » de l'indemnisation des victimes

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a annoncé, mardi à El Tarf, le début « immédiat » de l'indemnisation des victimes des incendies de forêt qui ont récemment affecté certaines wilayas du pays.

Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse, à l'occasion de la présentation des condoléances, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à la famille du martyr du devoir national, le sergent-chef Fethi Derras, à El Kala dans la wilaya d'El Tarf, que « l'indemnisation sera versée immédiatement à chacun des citoyens ayant subi des pertes, vu l'achèvement hier (lundi) des opérations de recensement des victimes menées par les commissions communales et de wilayas installées à cet

effet ». M. Merad, qui était accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaoutar Krikou, a souligné que cette indemnisation « concrétise les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'indemniser sans tarder les victimes des incendies dans les wilayas où les commissions en charge du recensement et de l'évaluation des pertes ont achevé leur travail ».

Le ministre de l'Intérieur a affirmé que les interventions rapides des éléments de la protection civile, des agents des conservations des forêts et des éléments de l'Armée nationale populaire ont « permis de circonscrire et de maîtriser les incendies et de freiner leur propagation ». Il a également salué la « contribution des citoyens et de la société civile dans les opérations d'extinction des feux, en apportant une aide

précieuse dans l'évacuation des familles prises au piège par les incendies et en sauvant de nombreuses vies ». La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a noté, de son côté, que les opérations « se poursuivent pour soutenir et accompagner toutes les familles touchées par les incendies qui ont récemment touché plusieurs wilayas du pays ». Les deux ministres devaient ensuite se diriger vers les wilayas de Mila et de Sétif pour présenter les condoléances aux familles de deux autres éléments de l'Armée nationale populaire, victimes des incendies.

Par ailleurs, une caravane de solidarité s'est ébranlée, mardi depuis Alger, vers la wilaya de Bouira, au profit des familles sinistrées suite aux feux de forêt enregistrés fin juillet, dans nombre de wilayas, à l'initiative de l'Assemblée populaire de wilaya

(APW) d'Alger et en coordination avec le Collectif de la société civile d'Alger. La présidente de l'APW d'Alger, Nadjiba Djilali a donné le coup d'envoi de la caravane, deuxième du genre après celle lancée vers la wilaya de Bejaïa.

La caravane est constituée d'aides sous forme de denrées alimentaires et de literies pour les familles résidant à Lakhdaria, région la plus touchée par les incendies qui ont affecté la wilaya de Bouira, a-t-elle précisé.

La même responsable a, en outre, affirmé que parallèlement aux aides humanitaires, des campagnes de sensibilisation seront organisées, cette semaine, à travers ces régions, sur la lutte contre les feux de forêts et les moyens de limiter leurs dangers.

R E.

PRODUCTION DE CRISTAUX
D'INSULINE

Une usine en perspective à Batna

Le wali de Batna, Mohamed Benmalak, a présidé, une importante réunion de coordination inscrite dans le cadre de la promotion de l'industrie locale, notamment celle des produits pharmaceutiques. L'ordre du jour de cette rencontre était d'évaluer la mise en œuvre des résultats de la récente séance de travail consacrée au choix d'un site pour abriter une usine de production de cristaux d'insuline (matière première utilisée dans la fabrication de ce produit). Une assiette foncière de 3.000 mètres carrés est d'ores et déjà convoitée, en attendant d'autres propositions. Une fois réalisée et mise en service, cette usine permettrait à l'unité de Saidal de Batna de couvrir les besoins du marché national et d'exporter le produit vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Selon les informations circulant à ce sujet, une entreprise chinoise, leader dans la production d'insuline, travaille activement à travers une équipe technique pour contribuer à la concrétisation de ce projet structurel. Il convient de rappeler, à ce propos, que l'Algérie et la Chine ont récemment signé un accord pour la fabrication de la matière première nécessaire à la production d'insuline. Cette initiative stratégique est considérée comme une étape importante dans le renforcement des capacités productives du secteur pharmaceutique en Algérie, selon des spécialistes dans ce domaine. Ils soulignent que cela permettra de répondre aux besoins nationaux en matière d'insuline tout en fournissant des produits médicaux vitaux à des pays africains nécessiteux.

PRODUCTION DE CÉRÉALES

Trois cent mille quintaux prévus à Constantine

La Direction des Services Agricoles (DSA) a récemment indemnisé un certain nombre d'apiculteurs touchés par les incendies de l'année précédente. Par ailleurs, la direction se rapproche d'atteindre le chiffre fixé comme objectif pour l'opération moisson-battage, estimée à 300.000 quintaux. Le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique à la DSA, Mohamed Sennour, a

SURVEILLANCE DES PLAGES À ORAN

Les mesures prises ont permis de réduire les cas de noyade

Les mesures prises par la Direction de la Protection Civile de la wilaya d'Oran pour la surveillance des plages durant la saison estivale, ont permis d'éviter un grand nombre de cas de noyades probables depuis le début de cette saison, a souligné le Commandant médecin-chef Bahlouli Ahmed, à l'APS.

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Oran ont enregistré, depuis le début du mois de juin dernier, 4 cas de noyade, dont trois sur des plages non surveillées où la baignade est interdite, alors qu'un seul cas de noyade a été relevé sur une plage autorisée, sous drapeau rouge. Le commandant Bahlouli a déclaré que le nombre de cas de noyade, durant la saison estivale en cours, est inférieur au nombre de cas, durant la saison précédente, relevant que les services de la protection civile ont enregistré, durant les mois de juin et juillet 2022, sept (7) cas de noyade, soit près du double du nombre de cas enregistrés au cours de la même période de la saison en cours.

Le médecin-chef de la Direction de la Protection Civile d'Oran a ajouté que cette dernière a enregistré 545 interventions au niveau des plages, depuis le début du mois de juin dernier, et les éléments mobilisés au niveau des différentes plages et unités de soutien ont réussi, durant cette période, à sauver plus de 300 personnes d'une mort certaine. Le même responsable a attribué la plupart des causes de noyade au niveau des plages au comportement individuel des estivants, notamment les jeunes, dont certains préfèrent se baigner au niveau des plages non autorisées et non surveillées, notamment les plages rocheuses ou encore la baignade dans des conditions naturelles inappropriées marquées par le vent et les hautes vagues (drapeau rouge), et ce par manque de prudence. La Direction de la Protection Civile d'Oran a mobilisé, depuis début du mois de juin dernier, 10 officiers, 4 médecins officiers, 31 plongeurs professionnels, 36 maîtres nageurs, en plus de 460 gardes saisonniers pour assu-



rer la sécurité des estivants, répartis sur les plages des communes du littoral. Diverses unités côtières et centres de secours routiers, situés le long de la corniche oranaise ont été aussi mobilisées. La Direction de la Protection Civile de la wilaya d'Oran a lancé, au mois de mai dernier, une campagne de prévention et de sensibilisation aux dangers de la mer et de la baignade, dans le but d'initier les cit oyens à la culture du danger de la baignade au niveau des plages, notamment au niveau des plages où la baignade est interdite. Plusieurs organismes et organisations de la société civile ont également lancé des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de respecter les directives de la protection civile

et des services de la sûreté, afin d'éviter divers accidents, notamment des noyades. Les services de la sûreté ont lancé, de leur côté, une campagne pour sécuriser les estivants et lutter contre la criminalité en zones côtières, dont une descente combinée des services de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale dans la daïra d'Aïn El-Turck, qui s'est soldée par l'arrestation de 18 personnes et la saisie d'une quantité de drogue et d'équipements destinés à la location, de manière frauduleuse, aux estivants, dont la saisie de 106 chaises, 30 tables et 12 parasols, outre le démontage de 8 kiosques illicites.

MASCARA

Une production de plus de 6 100 quintaux de légumes secs attendue

La wilaya de Mascara prévoit de réaliser, durant la saison agricole en cours 2022-2023, une production de 6.100 quintaux de légumineuses, a-t-on appris, de la Direction des Services Agricoles (DSA). Le Chef de service de la régulation de la production animale et végétale de la DSA, Haouia Medjahed, a indiqué que cette production prévisionnelle enregistre une baisse sensible, par rapport à la production de la saison écoulée, qui a dépassé les 33.000 quintaux, justifiant cette baisse par les dommages subies par plus de 3.000 hectares de terres emblavées, suite

au déficit pluviométrique, notamment en février, mars et avril derniers. La quantité attendue de légumes secs, dont la cueillette a été lancée, ces derniers jours, est répartie sur 1.800 qx de pois chiches, 16 qx de lentilles, plus de 2.800 qx de fèves sèches et 1.588 qx de petits pois secs. La culture de légumineuses dans la wilaya se concentre dans les communes de Ghrous, Zelamta, Oued Taghia et Ghriiss, selon la même direction. En vue de développer cette culture dans la wilaya, lors de la prochaine saison agricole, la DSA a lancé en collaboration avec la Chambre agri-

cole la réalisation d'un programme de visites de proximité et de sensibilisation en direction des agriculteurs pour mettre en exergue des mécanismes de soutien mis en place par l'Etat pour la promotion de cette filière, dont le soutien à l'acquisition des semences, qui est de l'ordre de 6.000 DA le quintal pour les lentilles et 7.000 DA pour les pois chiches, a-t-on ajouté. Ce programme, qui se poursuivra jusqu'au début de la prochaine saison agricole 2024-2025, comporte des rencontres de formation et de vulgarisation ciblant les producteurs de légumes secs.

surface cultivée par les céréales cette année a atteint 90.902 hectares, tout en indiquant qu'elle a été affectée par l'insuffisance de la pluviométrie, avec des taux variables. Malgré cela, il a été enregistré plus de 60.000 hectares non exploitables. En conséquence, il ne reste que 30.000 hectares qui seront récoltés, ce qui permettra de prévoir la collecte d'environ 300.000 quintaux de céréales d'hiver.

L'envers du miracle sud-coréen

Technologie de pointe, tubes de variété fredonnés sur tous les continents, séries à succès, cinéma mondialement reconnu : la Corée du Sud jouit d'une image particulièrement positive. Un peu comme si, dans bien des domaines, Séoul montrait la voie au reste du monde. Découvrir la réalité des conditions de vie de la population invite à espérer que cela ne soit pas le cas.

Partie 1

P A R ENAUD L AMBERT

C'EST une figure éculée de la vulgate médiatique. Un contestataire doute des vertus de la démocratie libérale occidentale? « Essayez donc la Corée du Nord! », suffit-il de lui répondre pour mettre les rieurs de son côté. La péninsule coréenne offre à la pensée dominante un contraste efficace pour démontrer la supériorité de ses options. Au Nord, la dictature, la famine et la charrette à bras ; au Sud, la démocratie, l'abondance et les semi-conducteurs. D'un côté, le repoussoir de la grisaille communiste; de l'autre, un « modèle » à imiter, comme le suggère par exemple M. Louis Gallois, l'un des plus illustres représentants du patronat français (1). Le modèle de l'un des pays les plus pauvres de la planète dans les années 1950, mais qui est devenu la douzième puissance économique mondiale et à qui l'agence Bloomberg a accordé sept fois le titre de « nation la plus innovante » entre 2014 et 2021 (2). Bref, non pas un pays, mais un « miracle ». Il existe toutefois plusieurs Corées du Sud. Celle qui fascine les médias, et peut s'enorgueillir de voir des armées de collégiens apprendre sa langue en dehors de tout cursus scolaire, ressemble à une star de la K-pop, la variété coréenne désormais connue dans le monde entier : une silhouette élancée, un minois androgyne, une renommée internationale et un téléphone ultraperfectionné à l'oreille. Et puis il y a l'autre Corée du Sud, que sa population surnomme l'« enfer Joseon », du nom de la dynastie qui régna sur la péninsule de 1392 à 1910.

Sommeil

Métro de Séoul, 6h27. Des cinq personnes assises à notre gauche, trois dorment profondément, le visage écrasé sur une main, la tête en arrière calée sur la vitre ou bien la nuque basculée vers l'avant. De l'autre côté de la rame, les six passagers ont également sombré dans les bras de Morphée. Aucune secousse ne les trouble, aucun arrêt en station ne les perturbe. Comme la plupart des travailleurs du pays, ils sont épuisés. Et il est peu probable que cela soit dû à une folle nuit d'ébats : une étude de 2021 suggérait qu'un Séoulite sur trois n'avait pas fait l'amour depuis plus d'un an (3). Les Sud-Coréens travaillent en moyenne 1910 heures par an. L'un des chiffres les plus élevés parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où la moyenne s'établit à 1 716, contre 1 490 pour la France et 1 349 pour l'Allemagne (4). Ce chiffre global minore toutefois la réalité des horaires pratiqués par la plupart, dans un pays qui a créé un mot pour décrire la mort par surmenage : gwarosa. Mais on travaille encore trop peu en Corée du Sud, estime son président conservateur Yoon Seokyeol, élu d'un cheveu en 2022. Ce dernier souhaite étendre la semaine de travail à soixante-neuf heures, contre cinquante-deux à l'heure actuelle. « Les employés devraient pouvoir travailler cent vingt heures par semaine, quitte à se reposer après (5) », avait-il expliqué lors de la campagne présidentielle. Cent vingt heures correspondent à dix-sept heures de travail par jour pour une semaine de sept jours, à vingt heures pour une semaine de six. « Les entreprises n'ont tout simplement pas les moyens de satisfaire la demande si les travailleurs refusent de travailler », plaide M. Kim Ki-moon, président de la Fédération des petites et moyennes entreprises de Corée du Sud (6). « Pourquoi le gouvernement nous priverait-il du droit de travailler plus? », interroge de son côté le quotidien conservateur Dong-a Ilbo, s'érigeant soudain en porte-parole de la classe ouvrière (7). Sauf qu'un mécanisme permet à la plupart des entreprises de verser un « forfait heures supplémentaires » indépendant du temps de travail effectivement réalisé. Les ouvriers le savent et Dong-a Ilbo ne peut l'ignorer : il est peu probable qu'une augmentation du temps de travail se traduise par un accroissement significatif des revenus. Quant aux vacances, dont le gouvernement suggère qu'elles pourraient devenir d'autant plus longues que les semaines sont chargées, peu y croient : 60 % des salariés ne prennent pas tous leurs congés, le plus souvent de peur de perdre leur emploi (8). Parmi les revendications du mouvement ouvrier sud-coréen, l'une revient fréquemment : « Laissez-nous dormir! »

Noix

M. Park Chang-jin s'efforce de sourire en nous contant son histoire. Mais, plus de huit ans après les faits, la douleur demeure de toute évidence vive. En décembre 2014, il est chef de cabine pour un vol Korean Air de New York à Séoul. Alors que l'avion se dirige vers la piste de décollage, il entend des cris. L'une des passagères de première classe est en train de morigénier une hôtesse : les noix qu'elle vient de lui servir auraient dû lui être présentées sur un plateau, pas dans leur sachet. M. Park vient à la rescousse de l'hôtesse, explique que la législation oblige les compagnies aériennes à servir les amuse-gueules de pré-décollage emballés, et tente d'apaiser la passagère. Cette dernière ne veut rien savoir. Dévoilant qu'elle est la fille du président du conglomérat qui contrôle Korean Air, elle se prévaut de son statut pour exiger de M. Park et de l'hôtesse qu'ils s'agenouillent pour lui présenter leurs excuses. Ils s'exécutent; cela ne suffit pas. Mme Cho Hyun-ah, la passagère, obtient que l'avion fasse demi-tour afin que M. Park soit remplacé par un autre chef de cabine. Mme Cho effectuera une peine de prison de cinq mois, pour violation des lois sur la sécurité aérienne. M. Park, lui, fera l'objet d'une campagne de harcèlement au sein de son entreprise. Au bout de plusieurs années, il finira par démissionner. « Mon histoire révèle quelque chose de la société coréenne, de la façon dont se comporte l'élite économique de ce pays, conclut M. Park dans l'anglais de steward qu'il a conservé. Car, si mon récit est désormais connu du grand public, ici, combien de personnes vivent la même chose sans qu'on en entende jamais parler? »

94,9

C'est une manifestation comme on pourrait en voir un peu partout. Sauf qu'ici les participants veillent à ne pas stationner sur les passages piétons, de façon à ne pas interrompre le flux des passants : une prévenance plus rare ailleurs dans le monde. Le rassemblement a été organisé pour protester contre le projet d'extension de la semaine de travail à soixante-neuf heures. À côté de la scène sur laquelle se succèdent les orateurs, un camion de police attire l'œil. Derrière la cabine du véhicule, un immense écran affiche des chiffres : 85,9; 81,2; 92,7... Interloqué, on interroge. Le dispositif mesure les décibels produits par la sonorisation. Ici, les manifestations ne sont tolérées qu'à hauteur de 95 décibels, soit le ronflement d'un sèche-cheveux. Les contrevenants s'exposent à des peines de prison qui peuvent atteindre six mois.

Labyrinthe

En juin 2022, une partie des sous-traitants d'un chantier naval de Daewoo, l'une des plus grandes entreprises coréennes, se mettent en grève pour protester contre une amputation de salaire de 30 % pendant la pandémie. En Corée du Sud, plus de la moitié des travailleurs sont dits « irréguliers ». La catégorie regroupe les précaires, les pseudo-« auto-entrepreneurs », les sans-papiers (en général issus d'Asie du Sud-Est et particulièrement nombreux sur les chantiers navals) ou encore les personnes soumises à des dispositifs de sous-traitance en cascade les privant des droits et de la protection sociale accordés par les grands groupes. « Ils sont pourtant le plus souvent formés par la grande boîte qui les fait travailler », souligne Mme Chong Hye-won, du syndicat de la métallurgie (KMWU). La direction de Daewoo organise une répression violente des grévistes, qui occupent le site. Le président Yoon, qui estime que « les gens qui font grève sont aussi dangereux que les ogives nucléaires nord-coréennes (9) », menace d'envoyer la police antiémeute pour déloger les protestataires. « Il s'interroge tout haut, se souvient Mme Chong : « Mais est-ce que cette grève est vraiment légale? » Mille et une chausse-trapes limitent ici le droit de grève. Outre l'interdiction des entraves aux affaires, passibles de prison, il n'est pas autorisé de faire grève contre un autre employeur que le sien : une disposition qui transforme le mécanisme de sous-traitance en bouclier prémunissant les grands groupes contre toute interruption du travail. De sorte qu'« être un dirigeant syndical implique, à un moment ou un autre, de passer par la case prison », résume M. Yang Kyeung-soo, président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), qui a lui-même été condamné à un an de détention pour avoir organisé une grève pen-

dant la pandémie. Depuis la création de son syndicat, en 1995, l'ensemble de ses douze prédécesseurs ont également été emprisonnés. Dans ces conditions, M. You Choe-an, le vice-président du syndicat des travailleurs irréguliers du site de Daewoo, prend la responsabilité d'un autre mode de protestation : il soude une cage d'un mètre cube dans laquelle il s'enferme au fond de la coque d'un supertanker pour dénoncer la façon dont sont traités les travailleurs, s'inscrivant dans une longue tradition coréenne de sacrifice des corps pour dénoncer la violence patronale. Comme à chaque fois, l'entreprise fait pression sur les salariés « réguliers » afin qu'ils se désolidarisent des précaires, dont les exigences menaceraient l'entreprise. L'argument pèse d'autant plus que la Banque coréenne de développement, une institution publique, annonce de son côté qu'elle exigera de Daewoo le remboursement de toutes ses lignes de crédit si la grève continue – l'équivalent d'une mise à mort. Les salariés demandaient initialement le rattrapage des 30 % de salaire qu'ils avaient perdu, ils acceptent finalement une augmentation de 4,5 % de leurs rémunérations, avec la promesse d'une « discussion à venir » sur les cascades de soustraction. De son côté, l'entreprise porte plainte contre cinq dirigeants syndicaux, exigeant qu'ils remboursent – de leur poche – les pertes liées à divers retards de production : 47 milliards de won, soit environ 33 millions d'euros. Les personnes visées perçoivent le salaire minimum, soit environ 2 millions de won, ou 1400 euros, par mois... La loi doit encore trancher sur la recevabilité de la plainte de l'entreprise. « Le plus probable, c'est que nos camarades doivent payer », estime Mme Chong...

Incompréhension

À chaque fois, la question surprend. Elle revient pourtant régulièrement, y compris dans la bouche de militants syndicaux : « Mais pourquoi est-ce que les Français veulent partir à la retraite plus tôt? Ici, les travailleurs voudraient au contraire repousser l'âge de la retraite. Idéalement, jusqu'à 73 ans. » On songe d'abord à un problème de traduction, avant de comprendre que le problème ne réside pas dans les mots, mais dans les institutions. C'est que la retraite telle qu'elle a été construite ici diffère sensiblement du projet que défend une majorité de Français. En Corée du Sud, l'âge officiel de la retraite est de 60 ans. Mais il faut attendre 65 ans pour percevoir la pension versée par l'État. À taux plein, celle-ci équivaut à environ 30 % des derniers salaires perçus. La plupart du temps, elle plonge ses récipiendaires dans la pauvreté. La quasi-totalité des Coréens doivent donc travailler après l'âge légal de la retraite, dans des emplois si précaires et mal payés que l'expression coréenne qui traduit le mieux « about de merde » est « travail de vieux ». Mais, si l'âge où les entreprises peuvent se débarrasser de leurs employés est officiellement de 60 ans, le pouvoir a depuis le milieu des années 2010 mis en place un dispositif qui complique encore la vie des plus anciens. Traditionnellement, le modèle hiérarchique coréen, hérité du confucianisme, prévoit que les rémunérations évoluent avec l'ancienneté du salarié. Depuis une petite dizaine d'années, l'État a néanmoins autorisé les entreprises à réduire les rémunérations des travailleurs les plus âgés (en général, autour de 56 ans), au prétexte de favoriser l'emploi des jeunes. Ainsi les dernières années de travail – celles qui comptent pour le calcul de la retraite – sont-elles caractérisées par une fonte des salaires, parfois amputés d'un tiers. Alors que les personnes âgées de plus de 65 ans représentent la moitié de la population pauvre (10), la Corée du Sud affiche un taux de suicide vertigineux de 61,3 pour 100 000 chez les plus de 80 ans (contre 33,3 pour les personnes de 75 ans ou plus en France [11]). Devant l'hôtel de ville du quartier de Seongsu, à Séoul, une banderole a été hissée dans le cadre d'une campagne de lutte contre le suicide des personnes âgées sans travail, particulièrement préoccupant chez les hommes : « Si vous connaissez un homme seul de plus de 50 ans, prévenez votre mairie. »

A suivre

OMAN

Inflation en hausse

Selon les données du Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI), l'inflation a progressé de +2,1 % Dans le détail, cette hausse générale des prix a été principalement alimentée par l'augmentation du prix de la nourriture (+5 %), en particulier les matières grasses, la viandes et les produits laitiers, des services d'hôtellerie et de restauration (+4 %) et de la santé (+3,8 %).

Les groupes omanais OQ, saoudien SAA-BIC et koweïtien KPI ont annoncé la signature d'un accord en vue de développer une usine pétrochimique associée à la nouvelle raffinerie de la zone économique spéciale de Duqm.

JORDANIE

Lancement d'une campagne de sensibilisation à l'eau

La Jordanie inaugure une campagne de sensibilisation à l'eau, dans le cadre des efforts en cours pour relever les défis de l'approvisionnement à l'échelle du pays. Ce programme est géré par le ministère de l'Eau et de l'Irrigation et par la Civil Service Consumer Corp., en coopération avec le projet d'approvisionnement, de traitement et de réutilisation des eaux usées de l'Agence allemande pour la coopération internationale, a rapporté lundi l'agence de presse jordanienne.

Cette campagne vise à promouvoir une culture de préservation de l'eau et elle comprendra des ateliers, des conférences et des programmes de formation pour les travailleurs du secteur.

Omar Salamé, secrétaire général adjoint de l'Autorité jordanienne des eaux, affirme que cette initiative fait partie des efforts en cours pour relever les défis de la sécurité de l'eau dans le pays.

Il indique que le secteur encourage fortement la réutilisation de l'eau dans de nombreux domaines grâce à des partenariats avec des institutions de premier plan et qu'il recourt à des technologies modernes pour rationaliser l'utilisation de l'eau, éliminer les déchets et maintenir la qualité.

MAURITANIE

Signature d'un accord de coopération avec le Gabon

Le ministre de la Transformation Numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, M. Mohamed Abdallah Louly, a supervisé, ce lundi à Nouakchott, la signature d'un accord de coopération entre la Société Mauritanienne des Postes (Mauripost) et la Poste de la République du Gabon, cosigné par le Directeur Général de la Société Mauripost M. Aly Ould Issa et le Directeur général Adjoint de poste gabonaise, M. Johns Bouati Abinka. L'accord permettra aux expatriés des deux pays de bénéficier des services fournis par les deux institutions, notamment dans le domaine des transferts d'argent. Le ministre a souligné à cette occasion l'importance de l'accord dans le renforcement de la coopération bilatérale entre la Mauritanie et le Gabon, qui appartiennent au même espace africain.

Il a ajouté que l'accord créera un cadre de coopération

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN TUNISIE

Un secteur clé pour la croissance et la compétitivité

Promouvoir davantage les investissements dans l'industrie pharmaceutique est une opportunité pour la Tunisie. Malgré la petite taille de son marché, notre pays est une destination propice pour les investisseurs pharmaceutiques qui cherchent à exporter vers les marchés africains et européens. Afin d'atteindre ses objectifs, la Tunisie doit promouvoir davantage le développement du secteur et coordonner les politiques publiques et les différentes initiatives menées.

L'industrie pharmaceutique est un secteur important et en pleine croissance pour de nombreuses économies dans le monde. En 2020, le marché pharmaceutique mondial a dépassé les 1.300 milliards USD de revenus globaux et il devrait atteindre les 1.600 milliards USD d'ici 2025, selon «Iqvia Institute» (2021).

Si le secteur reste dominé par les marchés développés, à savoir les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, il existe également des opportunités croissantes pour les marchés émergents. Avec un marché de plus de 32 milliards USD, le secteur pharmaceutique de la région «Mena» devrait connaître un taux de croissance de près de 10% par an, soit une progression environ deux fois plus rapide que le marché mondial.

Selon l'OMS, la Tunisie a le potentiel de jouer un rôle important dans le futur centre de transfert de technologie «ARNm» visant à donner aux pays à revenu faible et intermédiaire les moyens de produire leurs propres vaccins, médicaments et diagnostics pour

pouvoir faire face aux urgences sanitaires et atteindre une couverture sanitaire universelle.

Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives ont été mises en place en Tunisie afin de favoriser les investissements dans le secteur pharmaceutique, notamment une feuille de route appelée «Pacte de partenariat public-privé pour le développement de la compétitivité du secteur pharmaceutique» (Pacte sectoriel), élaboré en 2019. Si le Pacte fixe des objectifs concrets pour le développement du secteur et est issu d'un consensus entre toutes les parties prenantes concernées, la majorité de ses recommandations doivent encore être mises en œuvre. Une stratégie industrielle d'ensemble ainsi qu'un système de gouvernance plus solide pour le secteur sont également nécessaires.

Un marché de petite taille

«Bien qu'il ne représente que 1,5% du produit intérieur brut et que la taille du marché soit seulement de 681 millions USD (en termes de ventes), le secteur pharmaceutique est l'une des industries connaissant la

croissance la plus rapide en Tunisie. Le marché devrait se développer à un taux de croissance annuel composé de 11,1% de 2021 à 2025, pour atteindre 747 millions USD», c'est ce qui ressort d'un document de travail, édité par l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) en 2022.

Malgré la petite taille de son marché, la Tunisie est une destination propice pour les investisseurs pharmaceutiques qui cherchent à exporter vers les marchés africains et européens. «Actuellement, plus de 70 entreprises en Tunisie sont actives dans tous les segments de la chaîne de valeur pharmaceutique, depuis les activités de recherche et développement, la fabrication d'intrants pour l'industrie pharmaceutique, jusqu'aux canaux de production et de distribution. En 2020, la production locale totale des entreprises pharmaceutiques était estimée à plus de 474 millions USD. Le marché est partagé entre les entreprises qui produisent des médicaments à usage humain (29%), suivies par les produits pharmaceutiques à usage unique (27%) et les

autres produits pharmaceutiques (16%)», indique la même source.

D'après les statistiques disponibles, les investissements étrangers dans le secteur pharmaceutique en Tunisie sont limités. Entre 2003 et 2021, le charbon, le pétrole et le gaz naturel ont représenté près de 25% (30,7 milliards USD) des IDE, tandis que les investissements dans les industries liées à la santé ne dépassaient pas 1% du total. «La Tunisie n'a reçu que trois investissements pour la fabrication de produits pharmaceutiques en 2006, 2009 et 2011 de la part de l'Italie et de la France. De même, elle a bénéficié de deux investissements en biotechnologie en 2003 et 2011, de la part de l'Allemagne et du Canada respectivement, mais ceux-ci étaient principalement liés à la vente et à la commercialisation de produits biologiques. Les principaux investisseurs en Tunisie sont les Emirats arabes unis, la France, le Qatar, l'Italie et l'Allemagne», selon l'Ocde.

QATAR

Partenariat réussi

Qatar Energy et Chevron Phillips Chemical (CPCChem) réalisent le plus gros investissement pétrochimique de l'histoire pour construire le complexe pétrochimique de Ras Laffan, d'une valeur de 6 milliards de dollars.

Le ministre de l'énergie du Qatar et PDG de QatarEnergy, Saad Sherida Al-Kaabi, et le PDG de CPCChem, Bruce Chinn, ont signé un accord portant sur la création d'une coentreprise pour la mise en œuvre du projet, dont QatarEnergy détiendra 70 % et CPCChem 30 %. Son lancement en 2026 portera la capacité globale de production pétrochimique du Qatar à près de 14 Mt/an.

Au troisième trimestre 2022, le PIB du Qatar a augmenté de 4,3 % en glissement annuel pour atteindre 48 milliards de dollars, selon les autorités qatariennes. Les activités extractives

représentent 37 % de ce total.

Le Qatar et l'Algérie signent un accord cadre en faveur du développement du tourisme algérien. Ce 2 janvier, en présence du ministre du tourisme algérien, la chaîne hôtelière qatarienne Retaj a signé un accord majeur avec la société publique algérienne Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) pour l'exploitation de leurs services.

En 2022, le Qatar a produit près de 300 000 MW d'électricité à partir de déchets. D'après les autorités qatariennes, le Qatar a recyclé l'intégralité des déchets produits pendant la coupe du monde 2022 : 28 % ont été convertis en énergie verte, produisant 560 kWh d'électricité, et le reste a été recyclé en plastique, papier, métal et verres.

ministère pour la réussite de cette coopération

conjointe, « qui revêt une grande importance pour les deux pays ».

Il a ajouté que l'accord a passé par des étapes portant sur le renforcement de la coopération et du partenariat entre les deux pays, à travers une loi qui permet aux deux communautés de se déplacer librement, tout en assurant la sécurité et la stabilité, et en travaillant pour trouver des opportunités pour les résidents des deux pays, et améliorer le produit en développant la stratégie du secteur sur les marchés à l'intérieur de la Mauritanie. La signature de l'accord s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de la Transformation numérique et de plusieurs responsables du secteur.

NIGER

Quelles répercussions économiques suite au coup d'État militaire ?

Suite au putsch du 26 juillet, le Niger est entré dans une phase d'incertitudes. Sous perfusion des aides internationales, il se voit désormais infliger toute une série de sanctions. Sans retour rapide à l'ordre constitutionnel, à quels impacts le Niger doit-il s'attendre ? Quelles sont les réactions de ses partenaires extérieurs ? Les intérêts français sont-ils menacés ?

Avec 590 d'euros de PIB par habitant en 2021 selon la Banque mondiale, le Niger reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Cependant, le pays des Touaregs enregistrait un taux de croissance proche de 12 % en 2022 et bénéficiait de la confiance des bailleurs multilatéraux. Mais depuis mercredi, la situation a basculé et l'instabilité politique qui traverse le pays pourrait avoir de lourdes répercussions sur son économie. Dès l'annonce du coup d'État, les Nations unies ont décidé de suspendre toutes les opérations humanitaires menées au Niger, alors que le nombre de personnes nécessitant une assistance serait passé de 1,9 million en 2017, à 4,3 millions en 2023, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU. Le 28 juillet, l'Union européenne (UE) qui a alloué 503 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance, de l'éducation, mais aussi de la croissance durable pour la période 2021-2024, décidait d'interrompre son appui budgétaire, indiquant par ailleurs que « toutes les actions de coopération dans le domaine sécuritaire sont suspendues sine die avec effet immédiat ».

La France qui a engagé 120 millions d'euros l'an dernier au Niger a également suspendu son aide au développement et tout appui budgétaire, jusqu'à « retour sans délai à l'ordre constitutionnel nigérien, autour du président Bazoum », indique le ministère français des Affaires étrangères dans un com-

munié daté du 28 juillet. Le 29 juillet, les États-Unis, par la voix du Secrétaire d'État Anthony Blinken, ont apporté leur « indéfectible soutien » au président Mohamed Bazoum, soulignant que le coup d'État mettait en péril « des centaines de millions de dollars d'aide » américaine. Quelque 223 millions de dollars devraient être investis par les Américains dans l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire au Niger, en 2023.

Les institutions africaines multiplient les sanctions

Sur le continent, les putschistes sont confrontés à une levée de boucliers des institutions, à commencer par l'Union africaine (UA) qui a fermement condamné le coup d'État perpétré par le général Tchiani, fixant un ultimatum de 15 jours aux putschistes, pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Réunie en Sommet extraordinaire le 30 juillet, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) va plus loin. Elle a acté l'arrêt de toutes transactions commerciales et financières avec le Niger et le gel des avoirs des putschistes, imposant un ultimatum d'une semaine au Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) pour un retour à l'ordre constitutionnel, tout en brandissant la menace d'un « recours à la force ».

Un peu plus tôt dans la journée, les chefs d'État de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) décidaient de fermer les frontières du Niger avec les pays de la zone moné-

taire, de suspendre toutes transactions financières et commerciales avec le pays, de geler ses avoirs à la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de procéder à des sanctions ciblées contre les putschistes et leurs familles.

« Les sanctions feront très mal à notre pays », a déclaré Ouhoumoudou Mahamadou, Premier ministre nigérien (dont le gouvernement a été renversé mercredi dernier), à nos confrères de France 24, le 30 juillet. « Je connais la fragilité du Niger (...) C'est un pays qui ne pourra pas résister à ce genre de sanctions. Sur le plan économique, ça va être une catastrophe, sur le plan social, ça va être une catastrophe ». Se couper des partenaires extérieurs reviendrait à se « faire Harakiri », a-t-il ajouté.

Les intérêts français au Niger sont-ils menacés ?

Le coup d'État est venu contrecarrer la stratégie sahélienne de l'Hexagone, le Niger étant l'allié indéfectible de la France au Sahel dans sa lutte contre le terrorisme, où elle compte près de 1 500 militaires. Au lendemain du coup d'État, le sentiment anti-français a gagné les rues de Niamey. Le 30 juillet, l'ambassade de France fut même la cible de manifestants hostiles. Les forces d'intervention intérieures (FSI) ont dû intervenir pour empêcher une intrusion dans ses locaux.

Emmanuel Macron a averti que la France « ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts » au Niger, et que Paris répliquera « de manière immé-

diante et intractable » si tel était le cas. À ce jour, entre 500 et 600 ressortissants français seraient établis au Niger, selon le Quai d'Orsay.

Par ailleurs, en dépit des départs remarqués du groupe Orange et de la brasserie Braniger (filiale du groupe Castel) en 2019, l'Hexagone y conserve des intérêts stratégiques portés par quelques-uns des fleurons de l'industrie française comme le géant Veolia, via sa filiale (la Société d'exploitation des Eaux du Niger - SEEN) ou le groupe ORANO (ex-AREVA). En 2022, le Niger représentait le 2e fournisseur de la France dans la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) selon les données de la direction générale du Trésor français, résultat des achats de produits métallurgiques et métalliques composés exclusivement d'uranium et qui représentent plus de 98 % de ses achats dans le pays.

Cela étant, si la France accorde un intérêt certain à l'uranium nigérien, l'Hexagone a diversifié ses approvisionnements depuis plusieurs années, et le Niger ne représente plus que son 5e fournisseur. Pour rappel, Orano est présent dans les mines d'uranium du nord : la Somair (Société des mines de l'Aïr), Imouraren (l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à près de 200 000 tonnes) et la Compagnie des mines d'Akokan (Cominak) (fermée en 2021 pour travaux de réaménagement).

source : La Tribune.fr

AFRIQUE,

70% des investisseurs en cryptomonnaies ont perdu de l'argent depuis avril 2021

Le rapport souligne que les effets du krach du marché mondial des cryptomonnaies se ressentent aussi sur le continent. 49% des Africains se méfient désormais de ces actifs mais 47% pensent qu'ils vont s'apprécier à nouveau.

70% des détenteurs de cryptomonnaies en Afrique ont perdu de l'argent sur leurs investissements depuis l'effondrement du marché qui a commencé en avril 2021, selon un rapport publié en juin dernier par le cabinet d'étude et de conseil Kasi Insight.

Intitulé « The state of cryptocurrency : consumer's habits, attitudes and outlook on cryptocurrency in Africa », le rapport se base sur une enquête réalisée entre le 20 décembre 2022 et le 10 janvier 2023 auprès d'un échantillon de 9433 citadins dans 19 pays du continent, dont l'Angola, le Nigeria, le Cameroun, le Kenya, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Namibie.

Alors que la majorité des investisseurs déclarent avoir vu la valeur de leurs crypto-actifs s'effondrer, 9% ont déclaré qu'ils n'ont pas perdu de l'argent durant « l'hiver du cryptomonnaies » (Crypto winter), alors 21% ont subi des pertes plus ou moins importantes avant de récupérer la totalité de leurs fonds investis.

Au total, 18% des personnes interrogées ont affirmé avoir déjà possédé des cryptomonnaies, mais 8% seulement en détenaient encore au moment de la réalisation de l'enquête. 82 % n'ont jamais possédé de cryptomonnaies.

De façon générale, les personnes ayant des revenus élevés sont les plus susceptibles de détenir des cryptomonnaies en Afrique. Parmi les personnes qui détiennent ces monnaies virtuelles, 16% gagnent entre 901 et 1800 dollars par an. Ce taux monte à 36% pour les personnes qui gagnent entre 1801 et 4500 dollars et à 51% pour les personnes dont le revenu annuel est supérieur à 4500 dollars.

Les hommes sont également plus susceptibles de détenir des cryptomonnaies que les femmes. 54% des sondés qui déclarent avoir déjà possédé ces monnaies virtuelles sont des hommes, contre 46% pour les femmes.

La répartition des personnes qui possèdent des cryptomonnaies par génération montre que les millénials tiennent le haut du pavé (60%), devant la génération X (20%), la génération Z (19 %) et les baby-boomers (1 %).

Le bitcoin est la cryptomonnaie la plus populaire sur le continent

Le rapport souligne également que le bitcoin est l'actif le plus populaire sur le continent africain. La reine des cryptomonnaies a séduit 52% des investisseurs. Viennent ensuite l'Ethereum (27%), le Dogecoin (21%), le Onecoin (18%) et Solana (17 %).

Environ 37 % des nouveaux investisseurs entrent sur le marché des cryptomonnaies sur recommandation d'amis ou de membres de leur famille, tandis que 32 % attribuent leurs choix d'investissement à des interactions entre collègues de travail.

En ce qui concerne les motivations du choix des cryptomonnaies comme classe d'actifs, 35% des personnes interrogées ont expliqué avoir choisi les cryptomonnaies pour gagner de l'argent rapidement. 28 % des détenteurs africains de cryptomonnaies citent la diversification de leur portefeuille comme raison d'investir dans les cryptomonnaies. 22% ont mentionné le désir d'investir à long terme pour s'assurer une retraite sans problèmes financiers, tandis que 20 % souhaitent laisser un héritage à leur famille.

D'autre part, 20% ont opté pour les cryptomonnaies afin de pouvoir les utiliser comme moyen de paiement pour les achats en ligne et 19% pour effectuer des transferts de fonds nationaux ou transfrontaliers.

KENYA

Moody's abaisse les perspectives de sa note de stables à négatives

L'agence estime que la première économie d'Afrique de l'Est fait face à des besoins élevés de refinancement de sa dette, dans un contexte marqué par le resserrement des conditions d'accès aux financements extérieurs et la hausse des coûts des financements intérieurs.

L'agence de notation Moody's Investors Service, a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 28 juillet, l'abaissement des perspectives de la note souveraine du Kenya de stables à négatives, en raison notamment de la hausse des besoins de refinancement de la dette du pays et de son accès limité aux financements extérieurs.

La note souveraine du Kenya à long terme et à court terme en devises étrangères et en monnaie locale a été cependant maintenue à « B3 », soit six crans en dessous du grade d'investissement et au même niveau que celles de l'Égypte et de l'Angola. Cette confirmation de la note reflète l'évaluation de Moody's selon laquelle les pressions intenses sur les liquidités observées en mars et avril 2023 se sont atténuées.

« L'amélioration des conditions de financement intérieur préserve les options de financement extérieur du gouvernement pour répondre à ses besoins importants de refi-

nancement de la dette extérieure. L'engagement du gouvernement à mettre en œuvre des réformes budgétaires dans le cadre d'un programme soutenu par le FMI a permis de débloquer des financements concessionnels importants de la part des prêteurs multilatéraux. Ces financements aideront le gouvernement à répondre à ses besoins de refinancement extérieurs au cours de l'exercice fiscal 2023/2024 », y compris l'eurobond de 2 milliards de dollars qui arrivera à échéance en juin 2024 », a expliqué l'agence. Moody's a d'autre part motivé l'abaissement des perspectives du Kenya par « le risque de liquidités et les besoins élevés de refinancement de la dette face à des options de financement extérieur limitées et à la dépendance à l'égard d'un financement intérieur coûteux du déficit budgétaire ».

Notant que le ratio dette/PIB du pays a atteint 69,7%, l'agence estime que l'évolution future de la note souveraine du pays dépendra essentiellement de sa capacité à financer son déficit budgétaire grâce à des emprunts internes et de la poursuite des réformes économiques ouvrant la voie à l'accès aux financements du FMI et d'autres institutions multilatérales.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La plus forte croissance mondiale du trafic de données mobiles d'ici 2028

Le rapport souligne que la forte hausse prévue du trafic de données mobiles en Afrique subsaharienne durant les prochaines années sera principalement tirée par l'augmentation de l'adoption des smartphones et les investissements massifs dans le déploiement des réseaux 4G et 5G dans la région. L'accélération de la migration des abonnés aux réseaux de téléphonie mobile de deuxième et troisième générations (2G et 3G) vers des réseaux plus récents va booster le trafic de données mobiles en Afrique subsaharienne, selon un rapport publié en juin dernier par le géant suédois d'équipements de télécommunications Ericsson.

Intitulé « Ericsson Mobility Report 2023 », le rapport précise que le trafic de données sur l'ensemble des réseaux de téléphonie mobile actifs sur le continent passera de 1,7 exaoctet (1 exaoctet équivaut à 1000 milliard de gigaoctets) en moyenne par mois en 2022, à 11,4 exaoctets par mois en 2028, soit un taux de croissance annuel moyen de 37%.

MARCHÉ

Les PMI manufacturiers plombent le moral

Les principales Bourses européennes cèdent plus ou moins de terrain ce mardi (-0,1% à Londres, -0,6% à Francfort, -0,7% à Paris), sur fond de signaux négatifs concernant l'activité manufacturière dans la région.

A 42,7 contre 43,4 en juin, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro s'est en effet replié pour un sixième mois consécutif en juillet, signalant la plus forte détérioration de la conjoncture industrielle de la zone depuis mai 2020.

'Au vu des dernières données PMI HCOB, il semble que le secteur manufacturier de la zone euro soit engagé sur la voie d'une récession prolongée', prévient Cyrus de la Rubia, chef économiste à Hamburg Commercial Bank.

De même, l'activité manufacturière dans le secteur manufacturier britannique a touché en juillet un creux de plus de trois ans, au vu d'un indice PMI tombé à 45,3, dû notamment à une contraction des nouvelles commandes en provenance de l'étranger.

Sur le front des valeurs, HSBC prend plus de 2% à Londres, la banque ayant fait état d'un résultat de deuxième trimestre supérieur aux attentes, aidé par la remontée des taux d'intérêt et un strict contrôle de ses coûts.

BMW dévise par contre de plus de 4% à Francfort, malgré un relèvement par le constructeur automobile de ses objectifs annuels, le groupe ayant prévenu d'une remontée des coûts en provenance de ses fournisseurs.

Parmi les autres publications du jour, les opérateurs réagissent positivement à celles du groupe énergétique bp et du géant des spiritueux Diageo (+1% chacun) à Londres, mais sanctionnent lourdement celle du logisticien DHL Group (-4%) à Francfort.

PARIS

En rouge après des indices PMI en berne

La bourse de Paris cède près de 0,7% ce matin, autour des 7450 points, notamment pénalisée par les reculs de Teleperformance (-3%), Stellantis (-2,4%) et Vinci (-2,2%). Une pause semble aujourd'hui se dessiner après que l'indice parisien a testé hier les 7500 points, suite à la publication d'indicateurs ayant montré une croissance supérieure aux attentes en zone euro au deuxième trimestre, ainsi qu'une inflation qui s'assagit.

Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance de chiffres PMI en berne. Ainsi, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière française, calculé par S&P Global, s'est replié de 46,0 en juin à 45,1 en juillet, son plus bas niveau depuis mai 2020, et signale donc une détérioration accrue de la conjoncture du secteur manufacturier français en juillet.

Cette nouvelle contraction a résulté des baisses de la production et des nouvelles commandes, pour un quatorzième mois consécutif. Parallèlement, les fabricants ont réduit leurs efforts pour un deuxième mois de suite.

Pour la zone euro, à 42,7 en juillet contre 43,4 en juin, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière, calculé par S&P Global, s'est replié pour un sixième mois consécutif en juillet, signalant la plus forte détérioration de la conjoncture industrielle de la zone depuis mai 2020.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes attendues stables avant les indicateurs d'activité

Les principales Bourses européennes sont attendues stables mardi à l'ouverture, dans un contexte de prudence après des indicateurs économiques mitigés lundi et avant la publication de nouvelles données d'activité et de nouveaux résultats.

Les premières indications disponibles indiquent que le CAC 40 parisien serait stable à l'ouverture, comme le FTSE à Londres, le Dax à Francfort, et l'EuroStoxx 50.

L'inflation européenne a continué à décroître en juillet, rassurant les marchés sur la dynamique des prix, mais les indicateurs sous-jacents montrent une persistance des hausses de prix, notamment du côté des services, qui inquiète les investisseurs.

Par ailleurs, la croissance européenne a rebondi au second trimestre, ce qui pourrait convaincre la Banque centrale européenne (BCE) que l'économie du bloc pourra endurer ne

BOURSE DE TOKYO

En progression dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Tokyo allait de l'avant mardi 1er août en matinée dans la foulée de la légère hausse à Wall Street la veille, et soutenue également par la faiblesse du yen face au dollar, positive pour les résultats des groupes exportateurs nippons. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,22% à 33.244,47 points vers 00H45 GMT et l'indice élargi Topix montait de 0,11% à 2.325,12 points.

«Le marché japonais devrait être porté en début de séance par la hausse des actions américaines et la faiblesse du yen», a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex, ajoutant que les investisseurs surveilleraient aussi l'annonce des résultats trimestriels du géant automobile Toyota, attendue en cours de séance.

Panasonic met le turbo dans les batteries

Panasonic (-2,13% à 1.722,5 yens) a dit lundi discuter d'un «partenariat de moyen ou long terme» avec le constructeur automobile nippon Subaru (+1,04% à 2.714,5 yens) pour, potentiellement, devenir son fournisseur en batteries électriques, une annonce similaire à des négociations avec Mazda dévoilées le mois dernier.

Nouvelles rumeurs de console Nintendo

Nintendo (-0,86% à 6.394 yens) pourrait finalement sortir, au second semestre 2024, son éventuelle prochaine console qui fait l'objet de rumeurs depuis des années, selon des informations du média spécialisé VGC, citant «plusieurs personnes ayant connaissance des plans de Nintendo». Cette nouvelle console, qui succéderait à la Switch sortie en 2017, pourra comme

nouvelle hausse de taux au cours des prochaines réunions de la banque centrale.

Les indicateurs d'activités PMI, attendus mardi vers 08h00 GMT, permettront aux marchés de clarifier les perspectives de l'économie européenne.

Par ailleurs, la saison des résultats se poursuit des deux côtés de l'Atlantique, Apple et Amazon.com devant publier leurs résultats mardi. Pour le moment, les entreprises européennes affichent un bilan mitigé, 31% des entreprises de l'indice Stoxx 600 ayant annoncé des bénéfices par action supérieurs aux attentes, tandis que 20% ont déçu le consensus,

selon des données compilées au 31 juillet par Société Générale CIB. 39% des constituants doivent encore publier leurs résultats.

A WALL STREET

Wall Street a terminé en légère hausse lundi, les marchés restant prudents avant la publication des résultats d'Amazon et d'Apple mardi et de nombreuses données économiques cette semaine.

L'indice Dow Jones a gagné 0,28%, ou 100,24 points, à 35.559,53 points, le S&P 500, plus large, a pris 6,73 points, soit 0,15%, à 4.588,96 points, et le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 29,37 points (0,21%) à 14.346,02 points.

EN ASIE

A Tokyo, les indices japonais progressent, soutenu par des marchés obligataires domestiques calmes. Le Nikkei a progressé de 0,92% à 33.476,58 points, tandis que le Topix .TOPX a gagné 0,64% à 2.337,36 points.

L'activité manufacturière chinoise s'est contractée par surprise en juillet, selon les données d'activité Caixin, ce qui a pesé sur les actions chinoises. Le SSE Composite de Shanghai stagne, le CSI 300 recule de 0,56% et l'indice hongkongais Hang Seng .HSI fait du surplace.

CHANGES

Les cambistes demeurent attentistes avant la publication des indicateurs PMI. Le dollar est en hausse de 0,11% face à un panier de devises de référence

.DXY, l'euro reculant de 0,05% à 1,0988 dollar, tandis que la livre sterling s'érode de 0,09% à 1,2825 dollar.

En Asie, le yen cède 0,31% à 142,72 yens pour un dollar, son niveau le plus élevé depuis le 10 juillet, alors que les investisseurs digèrent les implications de la décision de la Banque du Japon. Le dollar australien s'affaisse de 0,92% à 0,6658 dollar après la décision de politique monétaire de la Banque d'Australie, qui a maintenu ses taux d'intérêts mardi.

TAUX

Les marchés obligataires demeurent attentistes avant la publication de nombreux indicateurs économiques cette semaine. Le rendement du Treasury à dix ans se maintient à 3,9549%, tandis que le taux à deux ans fait du surplace à 4,86%. En Europe, le rendement du dix ans allemand stagne à 2,454%, celui du taux à deux ans étant stable, à 3,206%.

PÉTROLE

Le pétrole s'érode après avoir affiché en juillet sa plus forte progression mensuelle depuis janvier 2022, les investisseurs étant redevvenus confiants sur l'équilibre offre-demande.

Le Brent cède 0,36% à 85,12 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) abandonnant 0,33% à 81,53 dollars.

Cours du : 31 Juillet 2023
Valeur : 02 Août 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.4853	135.5003
1	EUR EURO	148.9796	149.0503
1	GBP POUND STERLING	174.1904	174.2321
100	JPY JAPANESE YEN	95.3316	95.3481
1	CNY CHINESE YUAN	18.9580	18.9612
1	CHF SWISS FRANC	155.7123	155.8012
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.2685	102.3107
1	DKK DANISH KRONE	20.0304	20.0343
1	SEK SWEDISH KRONA	12.8638	12.8692
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.3138	13.3205
1	AED UAE DIRHAM	36.8848	36.8905
1	SAR SAUDI RIYAL	36.1150	36.1247
1	KWD KUWAITI DINAR	440.8894	441.0817
1	TND TUNISIAN DINAR	43.8303	44.2708
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.8921	13.8936
1	LYD LIBYAN DINAR	28.2791	28.4241
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5682	3.5688
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.9770	181.9770

ZONE EURO

Le taux de chômage se maintient à 6,4%, son plus bas historique

En juin, le taux de chômage dans la zone euro est resté à son plus bas niveau depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série, en avril 1998, pour les pays ayant adopté la monnaie unique européenne. Eurostat avait initialement annoncé pour avril et mai un taux de 6,5% avant de réviser en baisse ses chiffres.

Le taux de chômage dans la zone euro est resté stable en juin à 6,4% de la population active. Il se maintient ainsi à son plus bas niveau historique comme en avril et mai, selon des données d'Eurostat publiées ce mardi 1er août. L'indicateur se situe à son plus bas niveau depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série, en avril 1998, pour les pays ayant adopté la monnaie unique européenne.

Les données d'Eurostat sont basées sur la définition du chômage du Bureau international du travail (BIT). Sont considérées comme chômeurs les personnes sans emploi qui ont activement cherché du travail au cours des quatre semaines précédentes et sont disponibles pour commencer à travailler dans les deux prochaines semaines. Eurostat avait initialement annoncé pour avril et mai un taux de 6,5% avant de réviser

en baisse ses chiffres. Le taux de chômage s'affiche en juin en repli de 0,3 point par rapport au même mois de 2022. Pour l'ensemble de l'Union européenne, il s'est élevé à 5,9% en juin, stable par rapport à avril (chiffre révisé) et à mai. Le chômage a nettement baissé en Europe depuis mi-2021 grâce à la forte reprise économique post-Covid, qui a succédé à une récession historique.

Un taux de chômage toujours élevé en Grèce et en Espagne

Malgré une stagnation de l'économie dans la zone euro fin 2022 et début 2023, alimentée par les conséquences de la guerre en Ukraine et la flambée de l'inflation, le chômage a poursuivi son recul avant de se stabiliser depuis avril à un niveau inédit depuis au moins un quart de siècle. Quelque 12,8 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juin au

sein des vingt-sept Etats membres de l'UE, dont 10,81 millions parmi les vingt pays partageant la monnaie unique. Dans le détail, le taux de chômage a atteint 7,1% en France, inchangé par rapport à mai. Il s'est établi à 3% en Allemagne, au même niveau que les mois précédents, et à 7,4% en Italie. Les taux les plus faibles de l'UE ont été enregistrés en République tchèque (2,7%), à Malte (2,6%) et en Pologne (2,7%). Les plus élevés ont été relevés en Espagne (11,7%, contre 12,1% en avril et 11,9% en mai) et en Grèce (11,1%).

Les jeunes de moins de 25 ans restent bien davantage touchés que l'ensemble de la population, avec un taux de chômage de 14,1% dans l'ensemble de l'UE et de 13,8% dans la zone euro en juin (contre 14% en mai dans l'UE comme en zone euro).

COOPÉRATION

La Chine et les Etats-Unis réchauffent leurs relations bilatérales

Le principal diplomate américain chargé de l'Asie de l'Est et du Pacifique a eu lundi à Washington une « discussion franche, substantielle et productive » avec son homologue chinois, en visite aux Etats-Unis, a annoncé le département d'Etat américain. Une rencontre visant à « maintenir ouvertes des voies de communication et gérer de manière responsable la relation bilatérale ».

La relance de rencontres bilatérales entre Pékin et Washington manifeste-t-elle une volonté des deux pays d'apaiser les tensions? Lundi, Yang Tao, le directeur pour l'Amérique du Nord et l'Océanie au sein du ministère chinois des Affaires étrangères, a été reçu au département d'Etat par le sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Asie de l'Est, Daniel Kritenbrink, et Sarah Beran, conseillère du président Joe Biden pour les affaires chinoises et taiwanaises.

Les deux hauts responsables américains avaient rencontré Yang Tao début juin en Chine, quelques semaines avant la visite du secrétaire d'Etat Antony Blinken dans ce pays. Ils avaient eu alors des discussions « franches » et « constructives » sur la manière d'améliorer les relations bilatérales, selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

Un « découplage » des deux économies est « impossible »

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, et l'envoyé spécial pour le climat, John Kerry, se sont récemment rendus en Chine. Janet

Yellen a estimé qu'un « découplage » de l'économie américaine avec celle de la Chine était « pratiquement impossible », compte tenu de son poids pour l'économie mondiale. Pour sa part, la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, a confirmé fin juillet qu'elle comptait se rendre en Chine « d'ici la fin de cet été ».

Dans son communiqué lundi, le département d'Etat indique que « les deux parties ont eu une discussion franche, substantielle et productive dans le cadre des efforts en cours pour maintenir ouvertes des voies de communication et gérer de manière responsable la relation bilatérale ».

« Les deux parties ont également échangé leurs vues sur un ensemble de questions bilatérales, régionales et mondiales, y compris la guerre de la Russie contre l'Ukraine et les questions trans-détroit » de Taïwan, ajoute-t-il.

Cette rencontre intervient peu après l'annonce par Washington le 29 juillet d'une aide militaire à Taïwan d'une valeur de 345 millions de dollars et moins d'une semaine après l'annonce par la Chine de la destitution de son ministre des Affaires étrangères Qin Gang. Pékin considère que l'île démocratique autonome de Taïwan fait partie de son territoire, et a promis de la reprendre un jour, par la force si nécessaire.

BP

Le bénéfice net fond au deuxième trimestre dans la foulée de la baisse des cours des hydrocarbures

Le géant britannique du pétrole et du gaz BP a vu son bénéfice net divisé par cinq au deuxième trimestre, à 1,8 milliard de dollars, pâtissant, comme les autres majors pétrolières, du recul des cours des hydrocarbures.

Le résultat est affecté par « des fluctuations des prix du pétrole, du gaz et des produits raffinés », indique BP dans un communiqué, pointant en particulier « une faible performance commerciale du pétrole » sur la période, des marges de raffinage « nettement plus faibles » ou encore des opé-

rations de maintenance plus nombreuses. Hors éléments exceptionnels, le bénéfice ajusté, référence du marché, s'inscrit à 2,6 milliards de dollars, divisé par plus de trois sur un an.

Comme les autres majors du secteur, BP avait profité il y a un an de la flambée des prix du gaz et du pétrole, dans un marché bouleversé par la reprise économique post-pandémie et l'invasion russe de l'Ukraine. Un an plus tard, les cours ont reflué, même s'ils restent à des niveaux élevés, et les géants du pétrole et du gaz affichent des résultats en

baisse. Shell, compatriote de BP, a ainsi publié la semaine dernière un bénéfice net en baisse de 64% sur un an au deuxième trimestre.

Malgré le recul de ses résultats, BP annonce de généreuses redistributions à ses actionnaires, avec un dividende en hausse et un programme de rachat d'actions de 1,5 milliard de dollars. « Cela reflète la confiance dans nos performances et les perspectives », a assuré le directeur général, Bernard Looney, cité dans le communiqué. Pour le troisième trimestre, BP s'attend à ce

que les prix du pétrole soient soutenus par la demande saisonnière et les restrictions de production de l'OPEP+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés). BP avait annoncé en février dernier qu'il ralentissait le rythme de sa transition énergétique, en indiquant qu'il comptait doper ses bénéfices d'ici à 2030 en investissant davantage à la fois dans les énergies renouvelables mais aussi dans les hydrocarbures, s'attirant l'ire des écologistes.

ITALIE

Le taux de chômage recule à 7,4% en juin

Le taux de chômage en Italie a continué à reculer en juin par rapport au mois précédent, cédant 0,2 point à 7,4%, selon des estimations provisoires publiées mardi par l'Institut national des statistiques (Istat).

Le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans a baissé de 0,4 point à 21,3%, tout en restant très élevé. Le nombre de personnes à la recherche d'un travail a diminué de 2,3% en juin par rapport à mai, soit 44.000 demandeurs d'emploi en moins. Le taux de chômage en Italie est nettement supérieur à celui de la zone euro, qui s'est établi en mai à 6,5% de la population active.

Le taux de chômage des femmes en Italie a reculé de 0,3 point à 8,5% en juin, un niveau nettement plus élevé que celui des hommes, en baisse de 0,1 point à 6,5%. Parallèlement, le taux d'emploi général de la population active en Italie a continué à augmenter, gagnant 0,2 point à 61,5%.

Ce recul du taux de chômage intervient dans un contexte de baisse de l'activité économique en Italie. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,3% au deuxième trimestre par rapport au précédent, sur fond de hausse des taux d'intérêt qui a freiné les investissements.

Si l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'industrie ont vu leur activité diminuer, celle des services a « légèrement augmenté », a expliqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat).

ALLEMAGNE

Le chômage baisse légèrement à 5,6% en juillet

Le taux de chômage en Allemagne a légèrement diminué en juillet, mais le ralentissement de la conjonction se fait sentir sur le marché du travail, a indiqué mardi l'Agence pour l'emploi.

Ce taux a atteint 5,6% en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit 0,1 point de moins qu'en juin. Il y avait 4.000 chômeurs en moins en juillet par rapport au mois de juin, toujours en données CVS. Mais en données brutes, le nombre de chômeurs augmente de 62.000, à 2,61 millions de personnes au total. Et par rapport à juillet 2022, le chômage a augmenté de 0,3 point, avec 147.000 chômeurs en plus.

« L'emploi augmente, mais la croissance s'essouffie. La demande de main-d'œuvre dans les entreprises reste prudente », a commenté la présidente de l'Agence fédérale pour l'emploi, Andrea Nahles, dans un communiqué.

VOITURE ÉLECTRIQUE

Cette astuce ultime pour faire des économies !

A partir du 1er août, le prix de l'électricité augmente de 10 %. Heureusement, une astuce existe pour faire des économies sur les bornes de recharge.



On le sait, s'acheter une voiture électrique n'est pas chose aisée. Les tarifs sont relativement hauts, beaucoup plus qu'une voiture thermique, et ce malgré les bonus écologiques. De plus, le prix de la recharge devrait augmenter dans les mois à venir, suite à l'augmentation de 10 % de l'électricité en France. Cependant, il existe une astuce pour réduire sa facture aux bornes de recharge et faire des économies drastiques.

UN ABONNEMENT MÉCONNU

Depuis le 1er août 2023, le prix de l'électricité a augmenté de 10 %. Forcément, cette hausse va se ressentir également jusque dans la recharge sur les bornes. Une facture qui ne cesse de grimper et qui peut repousser l'envie d'achat d'un véhicule électrique par une grande partie de la population. L'idée est donc de trouver des astuces afin de

faire des économies. Cela tombe bien, en voici une : l'offre Tempo de chez EDF. Il s'agit ici d'un abonnement qui fonctionne avec les heures creuses (22h à 6h) et les heures pleines (6h à 22h). De plus, on y retrouve aussi des jours bleus, blancs et rouges. Le prix du kWh peut ainsi fortement varier en fonction du jour et de l'heure où vous allez recharger votre véhicule.

LES JOURS BLEUS SONT LES MOINS CHERS

Cette astuce concerne donc les personnes pouvant recharger à domicile. Sur une année, voici la répartition des jours : 300 jours bleus : tout au long de l'année 43 jours blancs : tout au long de l'année, hors dimanche 22 jours rouges : du 1er novembre au 31 mars, hors week-end et jours fériés A noter que la couleur du jour est annoncée la veille pour le lendemain, soit à

11h sur votre appli, soit à 20h00 directement sur votre compteur Linky communicant. Au niveau des tarifs, sachez que les jours rouges sont les plus chers de l'abonnement et les jours bleus les moins chers. Au 1er août, recharger sa voiture électrique durant un jour bleu et en heures pleines vous coûtera 0,14 € le kWh.

UNE ÉCONOMIE DE 300 € EN MOYENNE

Si durant les jours bleus, les prix sont plus faibles, c'est tout le contraire avec les jours rouges. Le prix du kWh en heures pleines est de 0,73 €. Selon les estimations, en utilisant correctement cet abonnement d'EDF, il est possible d'effectuer des économies allant jusqu'à 300 € en moyenne sur un an. Des économies qui peuvent varier en fonction de votre véhicule et de votre fréquence de roulage ainsi que de la durée de vos trajets.

Renault veut reporter l'interdiction des thermiques à 2040

Le patron du groupe Renault propose de repousser l'interdiction des voitures thermiques en 2040 et de ne pas introduire la norme Euro 7.

Les temps ne sont pas simples pour les constructeurs automobiles qui font face à de gros changements.

Entre la dure norme Euro 7 et l'interdiction des thermiques en 2035 au profit des seules électriques, il faut trouver comment financer le tout et apporter les bonnes technologies.

La France elle-même a demandé l'annulation de la norme Euro 7, tout comme de nombreux constructeurs. En effet, les coûts engendrés par cette dernière seront conséquents et coûteront cher à tout le monde, notamment au client final.

Luca de Meo, le PDG de Renault et président de l'association des constructeurs automobiles ACEA, déclare que la date d'introduction de l'interdiction de la vente de voitures à combustion interne devrait être reportée à 2040.

De plus, d'ici là, la production de voitures diesel et essence devrait être autorisée. Dans le même temps, selon lui, un recul de l'électrification n'est plus possible, mais cette transition ne devrait pas se faire aussi rapidement.

En même temps, il estime que l'introduction de la norme Euro 7 n'a aucun sens, ou presque.

« L'Euro 7 n'a aucun sens à aucun point de vue. Les règles doivent être complètement changées. Il est absolument impossible que les moteurs respectent les limites Euro 7 en 2025 avec des réglementations non encore élaborées. Cela ne peut pas être fait », a déclaré Luca de Meo.

Une crise à venir ?

Le patron de Renault a également souligné que les conséquences de l'introduction de nouvelles normes et de l'interdiction de la vente de voitures thermiques sont d'une telle ampleur qu'elles peuvent affecter les économies de pays entiers et même de tout le continent.

Il pense donc qu'il faut prendre plus de temps, qu'il ne faut pas se presser de les introduire sans en analyser les conséquences à long terme.

L'industrie automobile est cruciale pour le développement de l'Europe. Le secteur fournit des emplois directs et indirects à 13,8 millions d'Européens, ce qui représente jusqu'à 6,1 % de l'emploi total dans l'UE.

Il y a 2,6 millions de personnes qui travaillent dans la production directe de véhicules automobiles, ce qui représente 8,5 % de l'emploi dans l'industrie manufacturière de l'Union. La destruction de ces emplois pourrait faire émerger une crise gigantesque.

FERRARI

Une formule 1 pilotée par schumacher mise aux enchères

Une Formule 1 Ferrari pilotée par le légendaire Michael Schumacher va prochainement être mise aux enchères. Au cours des 2 années passées, une poignée de Formule 1 conduites par Michael Schumacher ont été vendues. Aujourd'hui, une autre est arrivée sur le marché. Cet exemplaire particulier sera disponible via une vente aux enchères privée de Sotheby's Sealed et comme toutes les autres voitures de Formule 1 pilotées par Schumacher, celle-ci a une histoire intéressante. Ce que vous regardez est une Ferrari F2001b qui a participé

aux trois premières courses du Championnat du monde de Formule 1 en 2002 avant d'être remplacée par la F2002. Michael Schumacher a piloté ce modèle jusqu'à la victoire au Grand Prix d'Australie 2002 et à peine deux semaines plus tard, la légende allemande a assuré la 150e position de Ferrari avec cette même voiture lors du Grand Prix de Malaisie. Alors que Schumacher partait de la pole position dans cette course, il a eu un contact avec Juan Pablo Montoya au départ. Cela l'a obligé à faire un arrêt au stand pour remplacer son aileron avant. Reportant à la 21e place, le

baron rouge s'est frayé un chemin à travers le peloton avant de finir 3e, derrière Montoya et Ralf Schumacher.

Une F1 légère pour un prix lourd Les Ferrari F2001 et F2001b partageaient de nombreuses similitudes avec leurs prédécesseurs, notamment la même boîte de vitesses et la même disposition interne. Elle est propulsée par un moteur V10 de 3,0 litres atmosphérique qui entraîne les roues arrière via une transmission à sept rapports. Ce moteur délivrait environ 835 ch à 17 300 tr/min. Une puissance impressionnante si

l'on considère que les voitures de Formule 1 de l'époque ne pesaient que 600 kg, soit 200 kg de moins que les F1 actuelles. Sotheby's Sealed n'a pas annoncé de prix de vente prévu pour la F1, mais l'année dernière, la F2003 utilisée par Schumacher pour remporter cinq victoires en course, trois pole positions et deux podiums s'est vendue 14,8 millions de dollars. Cette F1 devrait se vendre un peu moins cher étant donné qu'elle ne compte qu'une victoire à son actif. Néanmoins, elle pourrait se vendre pour 10 millions de dollars.

EUCLID

Le satellite qui doit faire la lumière sur « l'énergie noire » débute sa mission

Le satellite Euclid s'approche de sa position finale, à 1,5 million de kilomètres de la Terre. Avec lui, l'Europe veut inspecter l'espace dans un large horizon, surveiller l'ensemble des galaxies, se concentrer sur leurs formes en quête de distorsions possibles qui justifieraient de la présence de matière noire. La suite d'un programme lancé dix ans plus tôt par le satellite Planck.

Le modèle standard du big bang, celui sur lequel les scientifiques s'accordent à dire depuis deux décennies que la masse de l'Univers serait constituée à 25 % de matière noire, sera au cœur de la mission d'un nouveau satellite européen. Lancé le mois dernier, Euclid s'approche de sa position finale à 1,5 million kilomètres de la Terre et vient tout juste de commencer son activité d'observation en envoyant ses premiers clichés. Techniquement, l'astre est bien moins impressionnant que Hubble ou que le télescope James Webb mais son rôle est tout aussi intéressant.

Pendant six ans, le satellite Euclid doit passer au peigne fin 36 % de l'espace, en observant cette vaste étendue sous nos yeux et qui pourraient, dans une certaine mesure, nous aider à détecter et comprendre la matière noire et l'énergie noire. Si 5 % du ciel est visible tant il s'agit de galaxies et d'étoiles, le reste est particulièrement mystérieux. L'énergie noire est, selon le modèle standard du big bang (Modèle Λ CDM), une énergie dotée d'une pression négative et qui se trouve uniformément dans l'Univers. C'est à travers elle et par sa force gravitationnelle répulsive que ce dernier expliquerait l'expansion de l'Univers (et l'accélération de son expansion).

L'Agence spatiale européenne (ESA), qui est aux commandes de la mission d'Euclid (avec une large participation de l'agence spatiale allemande), a utilisé le 1er juillet dernier le lanceur Falcon 9 de SpaceX. Le lancement a été effectué depuis Cap Canaveral en Floride (États-Unis). « C'est fantastique de voir que le dernier ajout à la flotte de missions scientifiques de l'ESA fonctionne déjà si bien », a déclaré Josef Aschbacher, directeur général de l'agence spatiale. « J'ai pleinement confiance que l'équipe derrière la mission réussira à utiliser Euclid pour révéler tant de choses sur les 95 % de l'Univers que nous connaissons actuellement si peu ».

« Bien que ces premières images ne soient pas encore utilisables à des fins scientifiques, je suis heureux de constater que le télescope et les deux instruments fonctionnent parfaitement dans l'espace », a déclaré Knud Jahnke, de l'Institut Max Planck d'Astronomie de Heidelberg, qui a participé à l'élaboration du spectrographe et photomètre du satellite. Euclid reprendra au final le travail laissé par Planck en 2013, un autre satellite de l'ESA (en collaboration avec la NASA également) et qui surveillait lui aussi une large partie de l'Univers pour tenter de détecter les plus infimes variations de température du « fond diffus cosmologique ». C'est

avec ses dernières conclusions que l'on repose aujourd'hui le modèle hypothétique de la matière et de l'énergie noire.

En quête de preuves de matière noire et d'énergie noire

Les premiers clichés proposés permettent de voir les capacités du satellite et faire connaître Euclid auprès du grand public. L'étude cosmologique anime de nombreux passionnés du spatial, et après avoir été bluffés des clichés de l'infiniment loin par James Webb, Euclid proposera de son côté des aperçus bien plus larges de l'espace au-dessus de nos têtes, et une carte tridimensionnelle de l'Univers ressortira de ses prises de vues. Pour espérer apercevoir la présence de matière noire, Euclid se focalisera sur les éventuelles distorsions visibles.

La matière noire serait, selon ce qu'on sait hypothétiquement d'elle aujourd'hui, particulièrement peu (ou pas) en interaction avec la matière ordinaire que l'on connaît. Même chose avec les photons (des ondes radio ou de la lumière). D'où la difficulté de la mission et l'absence, depuis 1998 et la mise en évidence de l'accélération de l'expansion de l'Univers, de conclusions formelles sur les hypothèses d'aujourd'hui.

Source : Max Planck Institute

RÉPARATION DE MANETTE DE XBOX

Microsoft vend désormais des pièces détachées

L'entreprise américaine met à disposition des pièces détachées officielles pour vous permettre de réparer vous-mêmes vos manettes de Xbox endommagées. Microsoft vient de franchir une étape supplémentaire pour rendre ses produits plus écoresponsables et rallonger leur durée de vie. Après avoir annoncé en juin dernier la mise à disposition de pièces détachées pour réparer ses différentes machines Surface, la firme de Redmond s'attaque cette fois-ci à des produits généralement bien plus malmenés : les contrôleurs de Xbox. Microsoft vient en effet de mettre en ligne en toute discrétion (uniquement sur le store américain pour l'instant), des pièces des rechanges d'origine pour vous permettre de réparer vous-même vos manettes.

Des réparations à la portée de tous

Sur sa boutique en ligne, Microsoft propose désormais des pièces de rechange officielles pour ses manettes. Vous pourrez ainsi acheter des pièces pour réparer vous-même votre manette Xbox classique ou votre manette Xbox Elite Series 2. Pour chacun de ces contrôleurs, l'entreprise américaine propose des coques et packs de boutons de remplacement, mais aussi les cartes électroniques officielles intégrées dans les contrôleurs. Attention toutefois, si Microsoft propose des pièces détachées



chées à la vente, elle ne fournit aucun outil pour démonter les contrôleurs. Il faudra donc être déjà équipé ou vous procurer les outils adéquats, comme des pinces et des petites spatules en plastique, ou encore des tournevis spécifiques (Torx T5 et T6, notamment).

« Les composants de remplacement Xbox vous offrent la liberté de réparer vous-même les appareils Xbox hors garantie. Ces composants sont disponibles à l'achat directement dans la boutique et nécessitent des outils et des compétences techniques modérées pour être utilisés », indique Microsoft sur son site.

Si ce genre de réparations est en principe réservé à un public de connaisseurs avertis, Microsoft s'assure néanmoins qu'elles peuvent être réalisées par le plus grand nombre. Pour cela, l'entreprise américaine a mis en ligne sur ses pages de support, les instructions de démontage de ses

contrôleurs dans des documents PDF très détaillés. Vous trouverez ainsi toutes les instructions nécessaires à la réparation des contrôleurs Xbox Series S/X que des manettes Elite Series 2. Et si toutefois les instructions fournies dans ces documents ne sont pas suffisantes, vous pourrez vous appuyer sur des vidéos explicatives mise en ligne par Microsoft sur YouTube. Microsoft est néanmoins loin d'être le pionnier en la matière. Depuis plusieurs années déjà, plusieurs géants de la Tech ont mis en place des programmes similaires, plus ou moins accessibles. Si Apple et son programme de réparation au tarif très dissuasif fait partie des mauvais élèves, d'autres se sont associés à iFixit, le spécialiste de la réparation de produits high tech, pour proposer à la vente des pièces détachées officielles. C'est le cas, par exemple, de Samsung, de Motorola ou encore de Google.

Source : Neowin

SANTÉ

Migraines: des molécules efficaces pour soulager la douleur

Triptans, ditans, gépans et anticorps monoclonaux agissent en prévention et en traitement des migraines. Mais les plus novateurs sont peu remboursés... Oubliez le paracétamol. Face à la migraine, un comprimé de Doliprane ou de Dafalgan est presque toujours inutile. Pour faire passer la douleur, le malade doit recourir à un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS), utile pour combattre l'inflammation douloureuse des artères irritant les méninges et le cerveau.

Mais aussi, et surtout, à des médicaments appelés triptans, qui ont été inventés pour les migraineux. Ils agissent en s'attaquant à la dilatation des vaisseaux sanguins tout en mimant l'effet de la sérotonine, un messager chimique du cerveau.

Des écarts d'efficacité
Il y a environ 30 ans, ces triptans ont constitué une percée majeure dans la prise en charge des malades. « Pour un patient sur trois, deux heures après le traitement, la douleur a complètement disparu, indique Jérôme Mawet, neurologue à l'hôpital universitaire de Lariboisière-Fernand-Widal (Paris). Et pour beaucoup d'autres, elle passe d'une intensité insupportable à un niveau supportable. »

Ces écarts d'efficacité, explique Anne Ducros, du centre hospitalo-universitaire de Montpellier, sont dus en partie à une prise trop tardive : « Que ce soit avec un triptan ou un AINS, le médicament doit être administré dans l'heure qui suit le début de la crise. »

Autre impératif pointé par la neurologue : « Ne surtout pas commencer par du paracétamol pour passer ensuite à un triptan ou un AINS si la crise ne passe pas. » C'est en effet une cause majeure de non-réponse au traitement. C'est toutefois rarissime.

« Pour être considéré comme non répondant aux triptans, il faut être en échec avec au moins deux d'entre eux, et pour être qualifié de réfractaire, à minima trois, dont celui dispensé avec un stylo auto-injecteur », précise la Pr Ducros. L'injection peut en effet s'imposer en cas de nausées ou vomissements, situations pour lesquelles il existe aussi des AINS et antinauséux en suppositoire, ou des triptans en spray nasal.

Plusieurs alternatives
Toutes les crises de migraine peuvent-elles donc être soulagées ? Malheureusement, non. Car les triptans font face à une limite : ils sont contre-indiqués en cas d'hypertension artérielle non contrôlée ou d'antécédents cardio-vasculaires (AVC, infarctus...). Pour contourner le problème, d'autres médicaments ciblant les taux de sérotonine ont été développés : les ditans, disponibles depuis peu aux États-Unis, mais pas encore en France.

« Les recherches ont aussi porté sur des molécules ciblant le récepteur d'un médiateur de la douleur appelé CGRP », explique le Dr Mawet. Baptisés gépans, ils se révèlent un peu moins efficaces que les triptans comme traitements de crise, mais ont pour atout un possible effet préventif.

POUR NE PAS SE FAIRE
DOUBLER PAR AMAZON

Google prépare un Assistant dopé à l'IA générative

Google a débuté le développement d'un nouvel Assistant propulsé à l'intelligence artificielle générative. Il s'agit de ne pas se faire doubler par Amazon qui mitonne de son côté une révolution du même tonneau pour Alexa.

Lancé il y a sept ans et constamment amélioré depuis, Google Assistant est aujourd'hui à la croisée des chemins. Le service, que le moteur de recherche a intégré dans un maximum de produits, a pris un coup de vieux depuis l'avènement de ChatGPT l'an dernier. Le bot d'OpenAI retourne en effet des réponses détaillées et plus complètes (et parfois fausses) à des requêtes complexes.

Google Assistant aux stéroïdes

Microsoft n'a pas tardé à se lancer dans la bataille fleur au fusil, dans l'espoir qu'intégrer les technologies d'OpenAI dans Bing puisse faire de l'ombre à la toute-puissance de Google dans le domaine de la recherche en ligne. L'entreprise de Mountain View a fini par prendre le taureau par les cornes avec Bard, disponible depuis peu en France. Mais l'intelligence artificielle générative ne s'arrête pas aux chatbots.

Google travaille donc à un nouvel Assistant dopé aux dernières technologies des grands modèles de langage, d'après un e-mail interne intercepté par Axios. Une partie de l'équipe de Google Assistant planche déjà sur le sujet, en se concentrant sur les versions mobiles. En parallèle, Google réorganise ses troupes, ce qui va occasionner quelques dizaines de licenciements ; ils s'ajouteront malheureusement à la saignée du début de l'année.

L'Algérie se dote d'un Haut Conseil

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier la cérémonie d'installation d'un Haut Conseil de la régulation des importations, indique les services de la présidence sur sa page officielle « Facebook ». Sans donner plus de détails, ce Haut Conseil aura certainement la mission de la régulation des importations, comme l'indique son nom. Il est à rappeler que le président Tebboune a depuis son élection donné une grande importance à la question du commerce extérieur, notamment les importations. Il a œuvré dès son investiture à la réduction des volumes des importations, mais au détriment des besoins du marché national.

BREXIT

La validité du marquage «CE» prolongée indéfiniment au Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a annoncé mardi prolonger indéfiniment la validité du marquage «CE» au Royaume-Uni pour toute une série de produits, plutôt que d'imposer la marque «UKCA» spécifique à ce pays, comme cela avait été initialement envisagé après le Brexit. «Suite à des discussions approfondies avec l'industrie, les entreprises britanniques pourront continuer à utiliser le marquage CE aux côtés de l'UKCA», a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Cette mesure, qui était réclamée par de nombreuses entreprises britanniques, s'appliquera aux 18 classes de produits régularisés par le ministère des Entreprises et du Commerce, des jouets aux engins pyrotechniques en passant par les appareils de mesure, les ascenseurs ou les aérosoles. «Les entreprises pousseront un soupir de soulagement», alors que la suppression de l'utilisation du marquage CE aurait entraîné des coûts importants, même pour le seul marché intérieur britannique», ont réagi dans un communiqué les Chambres britanniques de Commerce (BCC). Une majorité des entreprises britanniques voulait conserver le marquage CE, selon cette organisation, qui militait depuis deux ans pour le maintien de ce certificat qui atteste que le produit sur lequel il est apposé respecte les exigences réglementaires européennes. «L'obligation d'utiliser deux systèmes de marquage, l'un pour le marché britannique et l'autre pour le marché de l'UE, aurait également conduit à un choix limité pour les clients si les entreprises décidaient de ne pas appliquer les deux», selon les BCC. Après avoir déjà été repoussée par le gouvernement, l'obligation d'utiliser le marquage UKCA aurait dû s'imposer au Royaume-Uni en décembre 2024.

PAKISTAN

L'inflation diminue pour le deuxième mois consécutif

L'inflation au Pakistan a ralenti pour le deuxième mois consécutif en juillet, selon les données du gouvernement publiées mardi, mais la hausse annoncée des prix du carburant pourrait entraîner une nouvelle augmentation en août. L'inflation sur un an s'est élevée à 28,3% contre 29,4% en juin, selon les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques, les prix des denrées alimentaires étant un facteur déterminant. Sur un mois les prix ont augmenté de 3,5%. L'inflation a atteint un niveau record de 38% en glissement annuel en mai, mais la Banque centrale a maintenu le taux d'intérêt directeur à 22% pour tenter de stabiliser les prix. Des années de mauvaise gestion financière ont poussé l'économie pakistanaise vers l'effondrement, une situation exacerbée par la pandémie de Covid, la crise énergétique mondiale et des inondations record qui ont submergé un tiers du pays en 2022. Islamabad a toutefois conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) fin juin lui accordant, sous conditions, une facilité de prêt de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros), après que plusieurs pays ont consenti à soutenir le Pakistan.

FRANCE

Près de 120 communes privées d'eau potable à cause de la sécheresse

En raison des faibles précipitations, 119 communes rencontrent des difficultés d'accès à l'eau potable, a annoncé ce mardi le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu. Au total, 30.000 personnes sont concernées. La pluie tombe sur plusieurs régions de France, mais près de 120 communes connaissent pourtant actuellement des difficultés d'accès à l'eau potable. «On a dépassé le cap des 100 communes privées d'eau potable», a annoncé Christophe Béchu au micro de France Inter, ce mardi 1er août. Il a précisé dans la Dépendance du midi que ce chiffre s'établit «aujourd'hui à 119 communes qui ont des difficultés d'eau potable». Cela concerne environ 30.000 personnes. C'est certes moins que l'été dernier «où on avait dépassé les 700 communes» sans eau potable, mais «on est très vigilant», a souligné le ministre de la Transition écologique. Pour le reste de l'été, «je pense qu'on sera à un niveau moins élevé, mais on aura à nouveau certainement beaucoup de communes concernées par les coupures (d'eau) ponctuelles ou temporaires», a-t-il averti.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 02 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

514 morts et plus de 17.000 blessés depuis le 1er mai

Cinq-cent-quatorze (514) personnes ont trouvé la mort et 17.802 autres ont été blessées, depuis le début du mois de mai dernier dans 15.309 accidents de la route au niveau national. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication à la Direction générale de la Protection civile, le lieutenant Abdat Youcef, a fait état de «514 morts et 17.802 blessés dans 15.309 accidents de la route survenus au niveau national, durant la période allant du 1 mai au 31 juillet 2023». Selon le même responsable, ces accidents sont dus à l'excès de vitesse, aux manœuvres dangereuses et aux mauvais comportements de certains conducteurs, notamment les plus jeunes d'entre eux durant les fêtes de mariages. Le non-respect des mesures de sécurité par les motocyclistes, notamment du port du casque, et les dépassements dangereux



au niveau des autoroutes et les voies connaissant un trafic dense, provoquant également de nombreux accidents de la circulation. En dépit des campagnes de sensibilisation menées par les services de la Protec-

tion civile et leurs partenaires, les chiffres enregistrés restent tout de même «inquiétants», notamment durant la saison estivale, a expliqué M. Abdat, invitant les citoyens à faire preuve de responsabilité et de vigilance pour éviter les accidents.

CHOÏGOU, MINISTRE RUSSE DE LA DÉFENSE

«La Russie s'intéresse au leadership de l'Algérie dans la sécurité du nord de l'Afrique»

Portant de l'intérêt au leadership d'Alger dans la sécurité du nord de l'Afrique, la Russie est prête à l'aider à augmenter ses capacités de défense, a annoncé Sergueï Choïgou lors de ses pourparlers avec le chef d'état-major algérien. Les deux pays ont également réaffirmé leur intention de mener une politique extérieure indépendante. La Russie s'intéresse au leadership de l'Algérie dans la sécurité du nord de l'Afrique, a fait savoir ce 1er août le ministre russe de la Défense lors de son entretien avec le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire algérienne, Saïd

Chengriha, en visite officielle en Russie. «De son côté, la Défense russe est également prête à contribuer à l'amélioration des capacités de combat de l'armée algérienne», a précisé M. Choïgou. Selon lui, la Russie et l'Algérie ont envoyé un signal clair au monde entier selon lequel les deux pays ont l'intention de mener une politique extérieure indépendante et de défendre leurs intérêts nationaux. Et ce, en dépit de la pression sans précédent de l'Occident. Le ministre russe a ajouté que Moscou a toujours soutenu le droit des pays à

prendre indépendamment des décisions sur les questions internationales et interétatiques, en particulier sur celles qui sont liées à la sécurité nationale. «En grande partie, cela est conditionné par les relations amicales et confiantes qui existent entre les leaders de nos pays». Et de rappeler que Vladimir Poutine et Abdelmadjid Tebboune ont signé la déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre les deux pays, au cours de la visite officielle du dirigeant algérien à Moscou en juin dernier. De son côté, Saïd Chengriha a

noté que «la mémoire du peuple algérien préserve à vie les positions qu'occupa l'Union soviétique en 1954 lors de notre révolution». Il a également mis en valeur l'assistance des Forces armées russes déjà apportée à l'armée algérienne pour renforcer sa capacité de défense, ainsi que pour contrer les menaces et les défis auxquels l'Algérie est confrontée. D'après lui, ces dangers sont entre autres «soutenus par le comportement destructeur occidental».

Agence

NIGER

L'Algérie met en garde contre toute intervention militaire

L'Algérie a réitéré mardi son «profond attachement» au retour à l'ordre constitutionnel au Niger et son «soutien» à M. Mohamed Bazoum comme «Président légitime», tout en mettant en garde contre les intentions d'intervention militaire étrangère, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie renouvelle son profond attachement au retour à l'ordre constitutionnel au Niger et au respect des exigences de l'Etat de droit. Dans cet esprit, le gouvernement algérien réaffirme son soutien à Monsieur Mohamed Bazoum comme Président légitime de la République du Niger», note la même source. «Le retour à l'ordre constitutionnel doit impérativement s'accom-

plir par des moyens pacifiques qui éviteront au Niger frère et à l'ensemble de la région un surcroît d'insécurité et d'instabilité et à nos peuples un surcroît d'adversité et d'épreuve», précise la même source. «En conséquence, l'Algérie met en garde et appelle à la prudence et à

la retenue face aux intentions d'interventions militaires étrangères qui sont, malheureusement, considérées comme des options envisageables et utilisables alors qu'elles ne sont que des facteurs de complication et d'aggravation de la crise actuelle», conclut le communiqué.

NIGER

Rien n'indique que la Russie est derrière le coup d'Etat, disent les USA

La Maison blanche a déclaré mardi ne disposer d'aucune indication selon laquelle la Russie est derrière le coup d'Etat survenu la semaine dernière au Niger, ajoutant que les Etats-Unis n'ont pas changé de position sur leur présence dans le pays, n'ayant pas constaté de menace pour leurs ressortissants. S'exprimant devant des journalistes, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la présidence américaine, John Kirby, a indiqué aussi que Washington n'avait pris pour l'heure aucune décision sur l'avenir de l'aide fournie au Niger.